



Tableau de bord du marché du travail luxembourgeois

Indicateurs relatifs aux flux de main-d'œuvre

Période de référence : janvier 2020 - janvier 2021

Date de parution : juin 2021

Liste des indicateurs

1. Les flux de main-d'œuvre salariée : nombre de recrutements et de fins de contrat (y compris emplois intérimaires)	2
2. La saisonnalité des flux de main-d'œuvre salariée	3
3. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité	4
4. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le genre	6
5. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon l'âge	9
6. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon la nationalité et la résidence	13
7. Les recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le type de contrat	16
8. Les recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire rémunérés au voisinage du salaire social minimum	19
Note méthodologique	22
ANNEXES	23

Les chiffres des flux annuels depuis 2009 sont disponibles sur la page suivante :

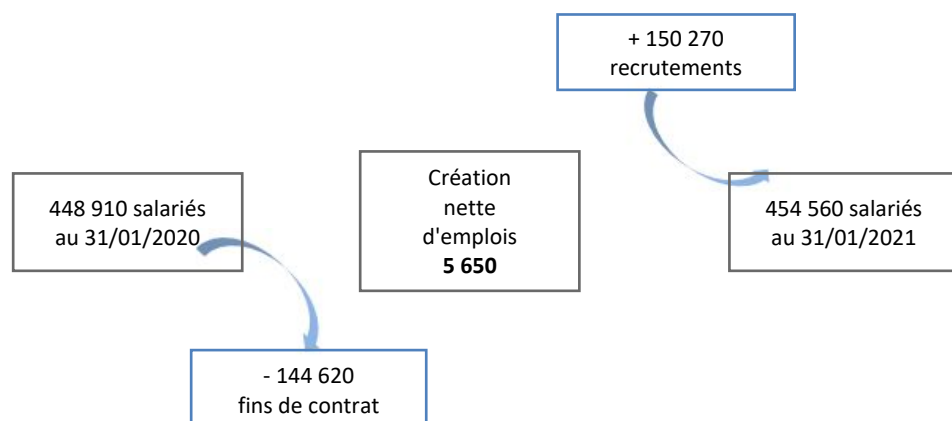
<http://www.adem.public.lu/fr/marche-emploi-luxembourg/faits-et-chiffres/statistiques/igss/Tableaux-interactifs-flux-emploi/index.html>

Pour des raisons de protection des données à caractère personnel, tous les effectifs présentés dans ce tableau de bord sont arrondis à la dizaine inférieure ou supérieure.

Les explications et les précautions d'utilisation de ces chiffres sont détaillées dans la note méthodologique.

1. Les flux de main-d'œuvre salariée : nombre de recrutements et de fins de contrat (y compris emplois intérimaires)

1.1. Flux et création nette d'emplois salariés



Au 31 janvier 2021, il y avait 454 560 salariés au Luxembourg contre 448 910 au 31 janvier 2020. Entre ces deux dates, on observe 150 270 recrutements et 144 620 fins de contrat (dont près de 6 650 départs à la retraite¹). Le solde entre les recrutements et les fins de contrat (appelé création nette d'emplois salariés) est de 5 650 salariés. L'emploi salarié a donc augmenté de 5 650 unités sur la période étudiée, soit une progression de 1,3%.

1.2. Poids de l'emploi intérimaire dans les flux de main-d'œuvre salariée

	Recrutements (1)	Fins de contrat (2)	Création nette d'emplois salariés (3)=(1)-(2)
Salariés hors intérimaires	122 380	116 230	6 150
Salariés intérimaires	27 890	28 390	- 500
Total	150 270	144 620	5 650

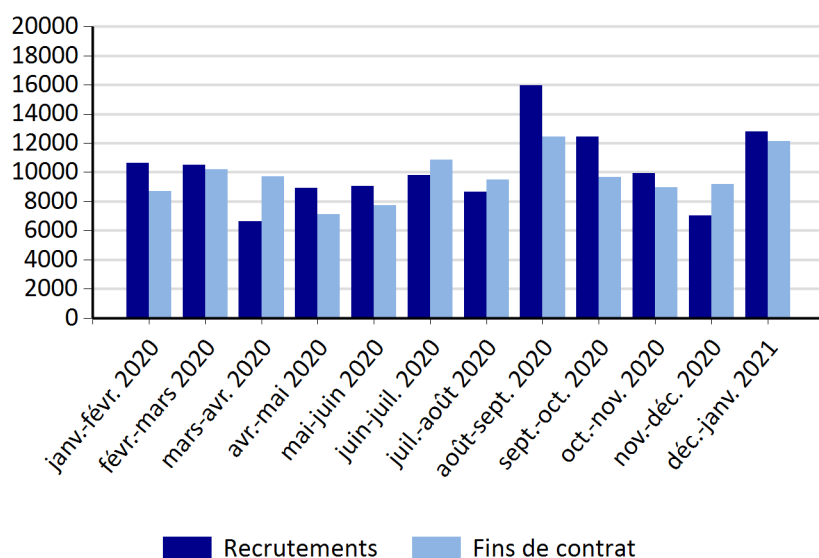
Sur l'ensemble des recrutements réalisés, 19% concernent des emplois salariés intérimaires tandis que 81% concernent des emplois salariés non intérimaires.

Pour les fins de contrat, ces chiffres s'établissent à 20% et 80%. Notons que parmi l'ensemble des salariés travaillant au Luxembourg au 31 janvier 2021, 1,7% occupent un emploi salarié intérimaire (soit 7 520 personnes).

¹Ce nombre de départs à la retraite ne comprend pas les retraites du régime statutaire (fonctionnaires et employés de l'Etat) car les données ne sont pas encore disponibles pour la période étudiée. En se basant sur les données des 12 mois antérieurs, on peut estimer à quelque 600 les départs à la retraite du régime statutaire.

2. La saisonnalité des flux de main-d'œuvre salariée²

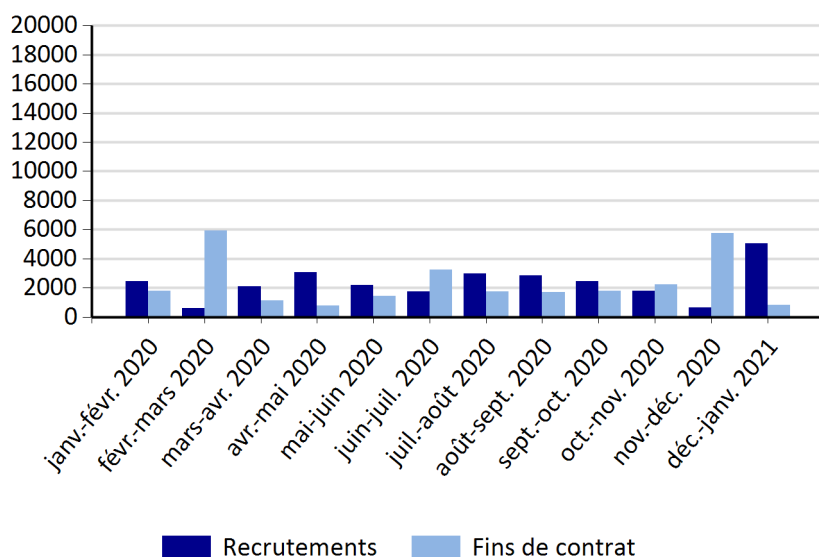
Salariés non intérimaires



Selon les mois, le nombre de recrutements de salariés non intérimaires oscille entre 6 620 et 15 960 ; celui des fins de contrat, entre 7 120 et 12 420.

Guide de lecture : Entre janvier et février 2020, on observe 10 630 recrutements et 8 700 fins de contrat pour les salariés non intérimaires.

Salariés intérimaires

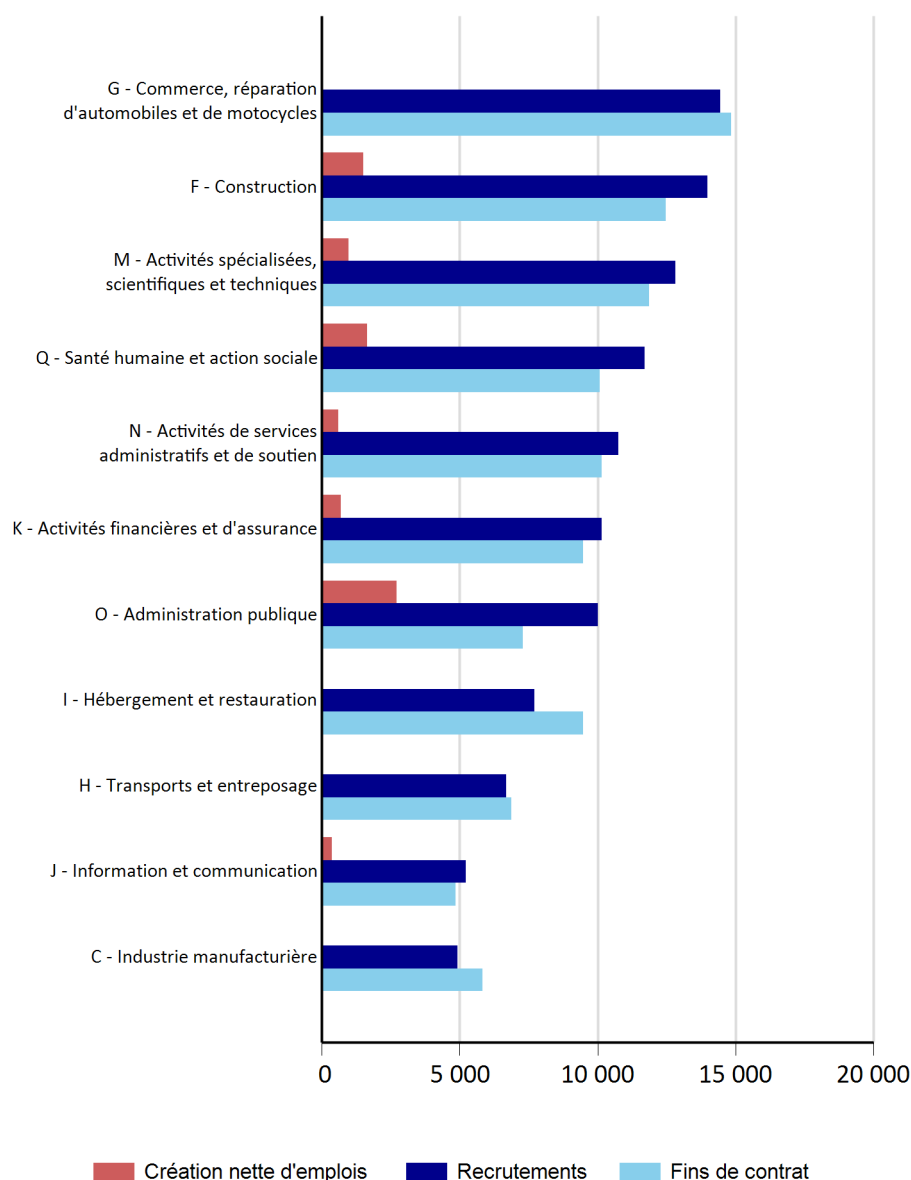


Selon les mois, le nombre de recrutements de salariés intérimaires oscille entre 590 et 5 060 ; celui des fins de contrat, entre 780 et 5 910.

²Les chiffres correspondant au point 2 sont présentés dans les tableaux 1 et 2 de l'annexe.

3. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité³

3.1. Répartition globale des recrutements et des fins de contrat selon le secteur d'activité



Avec respectivement 14 450, 13 980, 12 830 et 11 720 recrutements, les secteurs "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles", "Construction", "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" ainsi que "Santé humaine et action sociale" sont ceux qui ont le plus recruté entre janvier 2020 et janvier 2021.

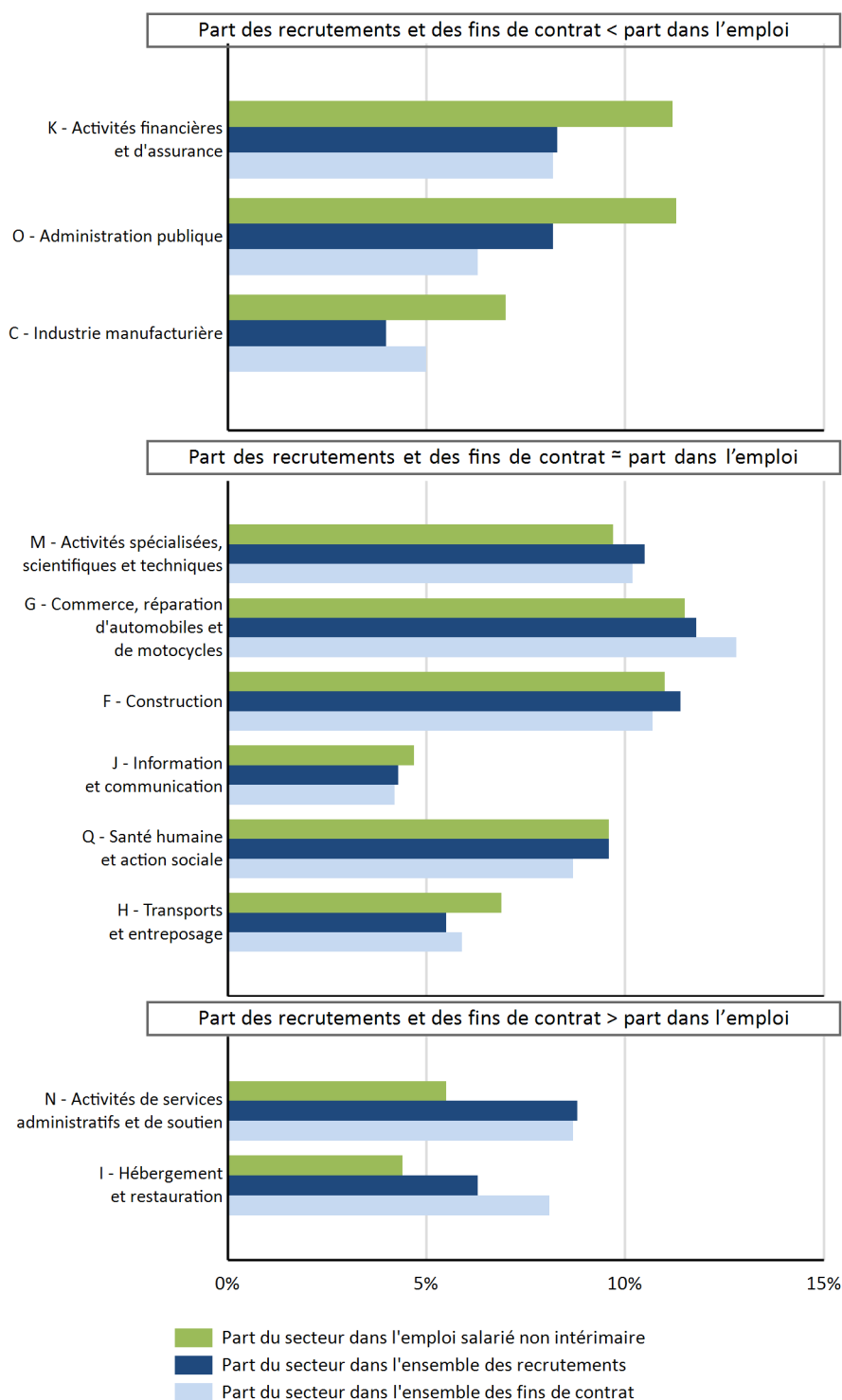
On observe le plus grand nombre de fins de contrat dans les secteurs "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles", "Construction", "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" et "Activités de services administratifs et de soutien".

Dans tous les secteurs présentés ici sauf 4 d'entre eux, le solde entre les recrutements et les fins de contrat est positif ; autrement dit, ils sont tous créateurs d'emplois sauf 4, même s'ils le sont dans des mesures très différentes.

Guide de lecture : Pour le secteur "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles", le nombre de recrutements entre janvier 2020 et janvier 2021 s'élève environ à 14 450, le nombre de fins de contrat à 14 850. La création nette d'emplois, qui correspond à la différence entre le nombre de recrutements et le nombre de fins de contrat, est de - 400.

³Les secteurs mentionnés ici sont ceux qui représentent plus de 4% de l'emploi salarié non-intérimaire. Les chiffres relatifs à tous les secteurs se trouvent dans le tableau 3 de l'annexe.

3.2. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le poids du secteur d'activité dans l'emploi



La part que représente chaque secteur dans les flux de main-d'œuvre ne correspond pas toujours à la part qu'il représente dans l'emploi.

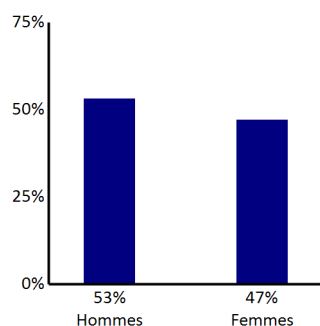
La différence entre les deux s'explique par la dynamique de l'emploi dans le secteur. Cette dynamique résulte du jeu simultané de la destruction et de la création d'emplois mais surtout de la rotation de la main-d'œuvre sur les postes existants : les secteurs employant du personnel peu qualifié (comme l'HORECA ou les activités de services administratifs ou de soutien) ont traditionnellement une rotation sur postes existants plus élevée que les secteurs nécessitant une main-d'œuvre qualifiée, ce qui explique que la part que ces secteurs représentent dans les recrutements et les fins de contrat soit supérieure à celle qu'ils représentent dans l'emploi salarié.

Guide de lecture : les secteurs d'activité sont classés en trois groupes. Le 1^{er} rassemble les secteurs dans lesquels la part qu'ils représentent dans les recrutements et les fins de contrat est inférieure à celle qu'ils représentent dans l'emploi salarié. Le 2^{ème} groupe rassemble les secteurs où la part dans les recrutements et les fins de contrat est identique à la part du secteur dans l'emploi. Le dernier groupe contient les secteurs où la part dans les recrutements et les fins de contrat est supérieure à la part du secteur dans l'emploi.

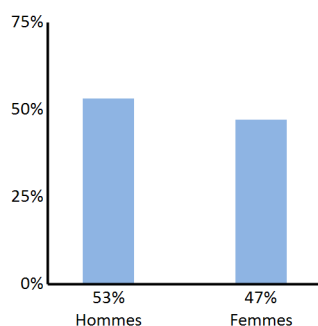
Dans le 1^{er} groupe par exemple, le secteur "Administration publique", qui occupe 11% des salariés (hors intérimaires), représente 8% des recrutements et 6% des fins de contrat.

4. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le genre⁴

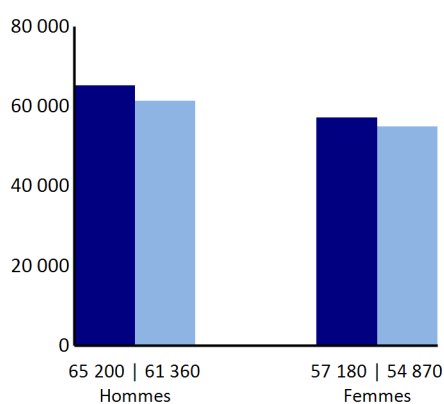
4.1. Répartition globale des recrutements et des fins de contrat selon le genre



Recrutements en %



Fins de contrat en %



Nombre de recrutements et de fins de contrat

Parmi les 122 380 recrutements (hors intérimaires) réalisés entre janvier 2020 et janvier 2021, 47% concernent une femme. La part des femmes respectivement dans les recrutements et les fins de contrat est supérieure à la part qu'elles représentent dans l'emploi salarié (41%). Cette surreprésentation des femmes dans les flux de main-d'œuvre s'explique notamment par le fait qu'elles sont proportionnellement plus présentes que les hommes dans les professions ayant un fort turn over.

Qu'il s'agisse des hommes et des femmes, la création nette d'emplois (solde entre le nombre de recrutements et de fins de contrat) est positive. Ainsi, entre janvier 2020 et janvier 2021, le nombre d'hommes salariés (hors intérimaires) sur le marché du travail a augmenté de 3 840 unités, ce chiffre s'établissant à 2 310 pour les femmes.

Pour les hommes, la création nette d'emplois représente 6% des recrutements (= 3 840/65 200) et 4% pour les femmes.

Guide de lecture :

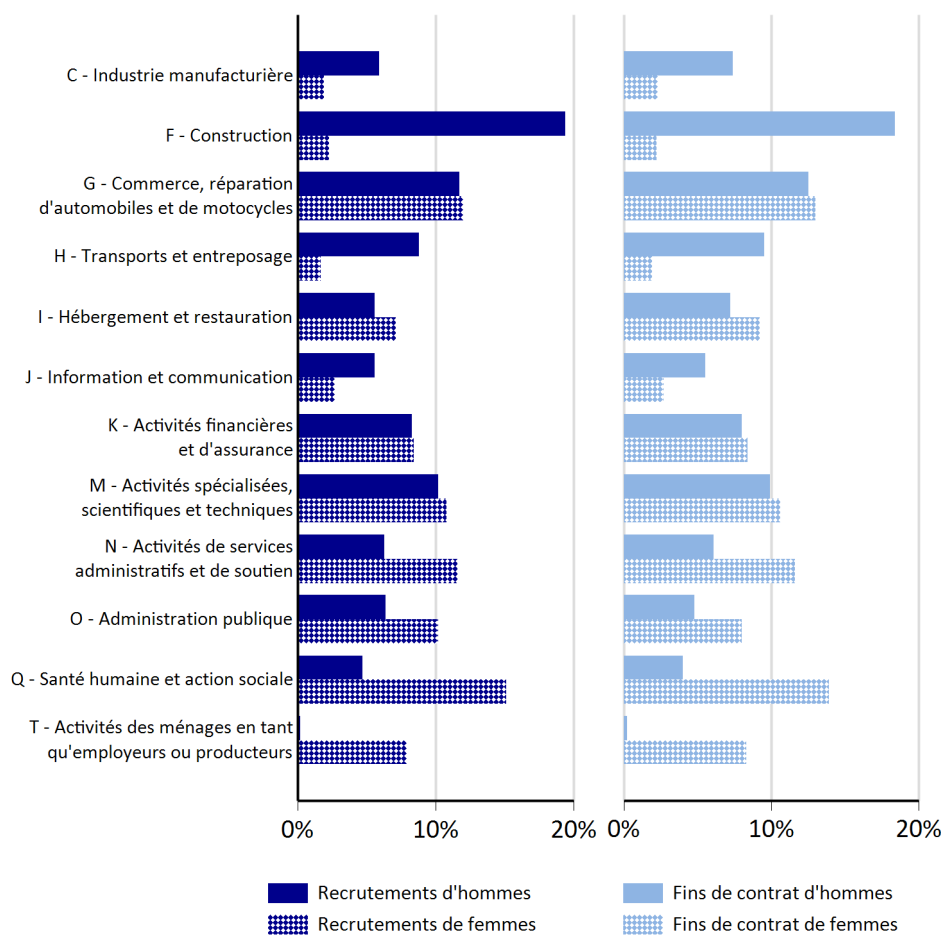
1^{er} graphique : Parmi l'ensemble des recrutements effectués entre janvier 2020 et janvier 2021, 53% des concernent des hommes et 47% des femmes.

2^e graphique : Parmi l'ensemble des fins de contrat effectués entre janvier 2020 et janvier 2021, 53% concernent des hommes et 47% des femmes.

3^e graphique : Parmi l'ensemble des recrutements effectués entre janvier 2020 et janvier 2021, 65 200 concernent des hommes. C'est le cas de 61 360 fins de contrat.

⁴Les chiffres correspondant aux graphiques sont présentés dans le tableau 4 de l'annexe.

4.2. Structure des recrutements et des fins de contrat selon le secteur d'activité et le genre



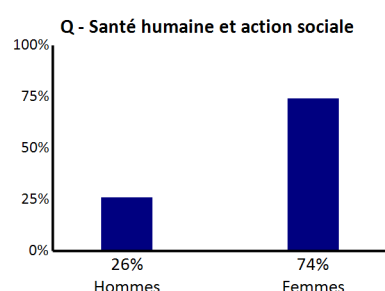
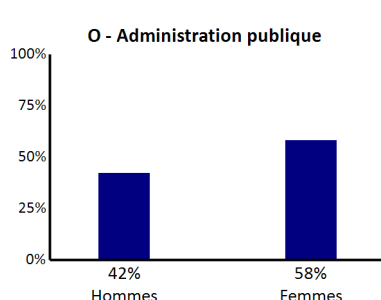
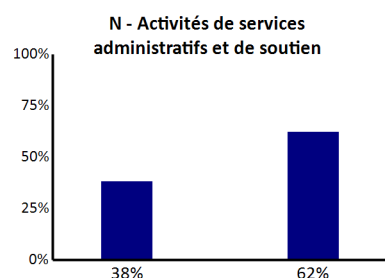
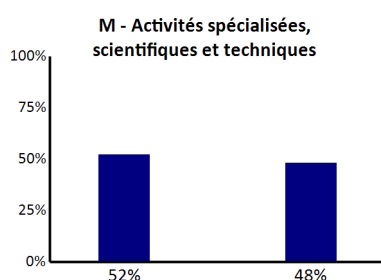
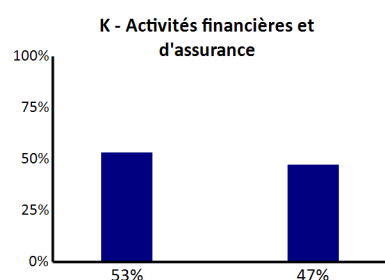
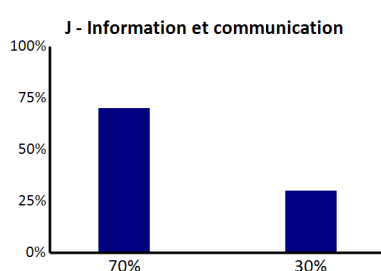
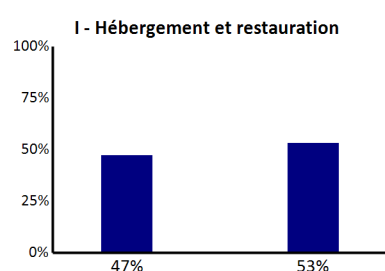
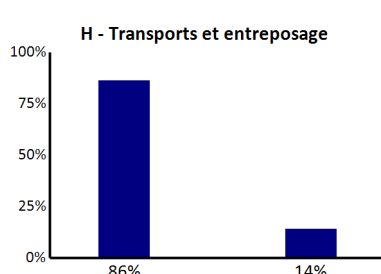
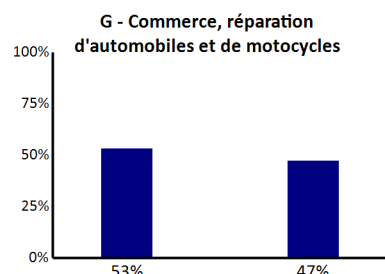
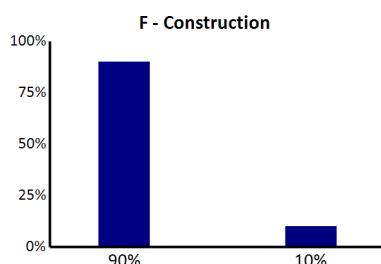
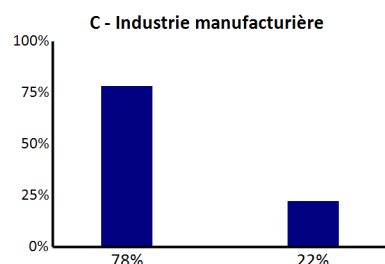
Les trois secteurs qui recrutent le plus de femmes sont "Santé humaine et action sociale", "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" et "Activités de services administratifs et de soutien", qui représentent 15%, 12% et 12% des recrutements féminins (hors intérimaires).

La part que représente certains secteurs dans les recrutements féminins est très différente de la part qu'ils représentent dans les recrutements masculins. Par exemple, le secteur "Santé humaine et action sociale" représente 15% des recrutements féminins contre 5% des recrutements masculins. A l'inverse, le secteur "Information et communication" représente 6% des recrutements masculins contre 3% des recrutements féminins.

Notons, pour les femmes, le nombre important de recrutements (4 520) liés à des emplois de femmes de ménage dans les ménages privés.

Guide de lecture : Les recrutements de femmes dans le secteur "Industrie manufacturière" représentent 2% de l'ensemble des recrutements féminins. Les recrutements d'hommes dans le même secteur représentent 6% de l'ensemble des recrutements masculins.

4.3. Structure des recrutements dans différents secteurs d'activité selon le genre



Les graphiques ci-contre représentent, pour les secteurs d'activité les plus importants en termes d'emplois, la structure des recrutements qui y sont réalisés. Ces graphiques illustrent le fait que les deux groupes de main-d'œuvre, femmes et hommes, se positionnent de façon très différenciée selon les secteurs d'activité.

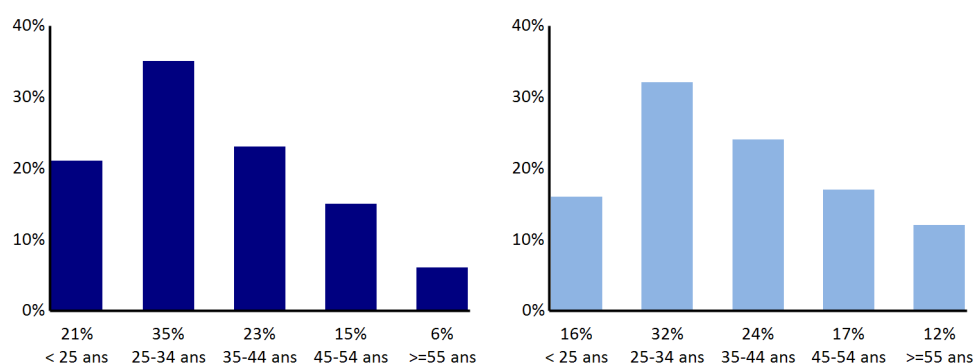
Certains secteurs se caractérisent par une très forte concentration de femmes dans les recrutements. Par exemple "Santé humaine et action sociale", "Activités de services administratifs et de soutien" et "Administration publique" où elles représentent respectivement 74%, 62% et 58% des recrutements.

Dans d'autres secteurs, on observe une forte concentration d'hommes. Ces derniers représentent 90% des recrutements réalisés dans "Construction", 86% dans "Transports et entreposage" et 78% dans "Industrie manufacturière".

Guide de lecture : Parmi les recrutements effectués par le secteur "Industrie manufacturière" entre janvier 2020 et janvier 2021, 78% concernent des hommes et 22% des femmes.

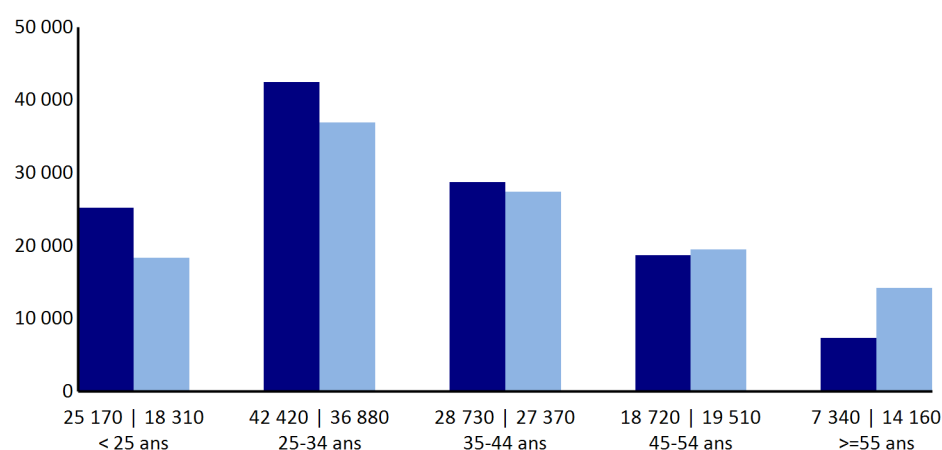
5. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon l'âge⁵

5.1. Répartition globale des recrutements et des fins de contrat selon l'âge



Recrutements en %

Fins de contrat en %



Nombre de recrutements et de fins de contrat

Guide de lecture :

1^{er} graphique : Parmi l'ensemble des recrutements effectués entre janvier 2020 et janvier 2021, 21% concernent des jeunes de moins de 25 ans.

2^e graphique : Parmi l'ensemble des fins de contrat effectués entre janvier 2020 et janvier 2021, 16% concernent des jeunes de moins de 25 ans.

3^e graphique : Parmi l'ensemble des recrutements effectués entre janvier 2020 et janvier 2021, 25 170 recrutements concernent des jeunes de moins de 25 ans. C'est le cas de 18 310 fins de contrat.

Parmi les 122 380 recrutements réalisés entre janvier 2020 et janvier 2021, 21% concernent les personnes de moins de 25 ans, 35% les 25-34 ans, 23% les 35-44 ans, 15% les 45-54 ans et 6% les 55 ans et plus.

Parmi les 116 230 fins de contrat, 16% concernent les personnes de moins de 25 ans, 32% les 25-34 ans, 24% les 35-44 ans, 17% les 45-54 ans et 12% les 55 ans et plus.

On observe le plus grand nombre de recrutements (42 420) chez les 25-34 ans.

Les fins de contrat les plus nombreuses (36 880) concernent les personnes de 25-34 ans.

Si l'on compare la part que représente chaque classe d'âge dans les flux de main-d'œuvre avec celle qu'elle représente dans l'emploi salarié, on constate que :

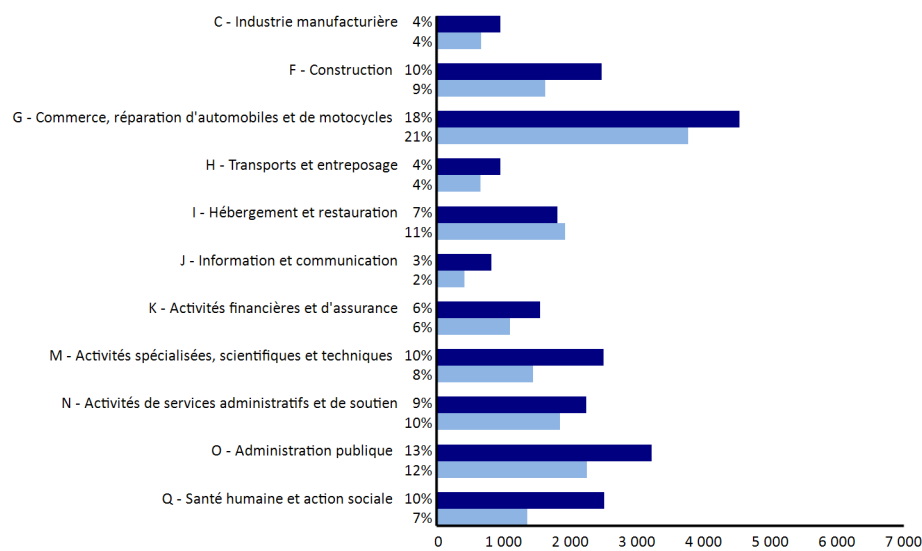
- Les plus jeunes sont surreprésentés dans les flux puisqu'ils représentent 6% dans l'emploi salarié. Cette situation s'explique notamment par la plus forte mobilité des jeunes qui démarrent fréquemment leur carrière par des CDD.
- Les 25-34 ans sont surreprésentés dans les flux (27% dans l'emploi salarié)
- Les 35-44 ans sont sous-représentés dans les flux (29% dans l'emploi salarié)
- Les 45-54 ans sont sous-représentés dans les flux (27% dans l'emploi salarié)
- Les 55 ans et plus sont sous-représentés dans les recrutements et la part qu'ils représentent dans les fins de contrat est la même que dans l'emploi salarié (ils représentent 12% dans l'emploi salarié).

Si l'on calcule la création nette d'emplois (solde entre le nombre de recrutements et de fins de contrat) en fonction de l'âge, on observe qu'elle diminue à mesure que l'âge augmente. Elle s'élève à 6 860 pour les plus jeunes, diminue respectivement à 5 540 et 1 360 pour les classes 25-34 ans et 35-44 ans. Pour les 45-54 ans, elle est nulle et devient négative pour les 55 ans et plus, du fait des départs à la retraite.

⁵Les chiffres correspondant aux graphiques sont présentés dans le tableau 5 de l'annexe.

5.2. Structure des recrutements et des fins de contrat selon le secteur d'activité et l'âge

< 25 ans

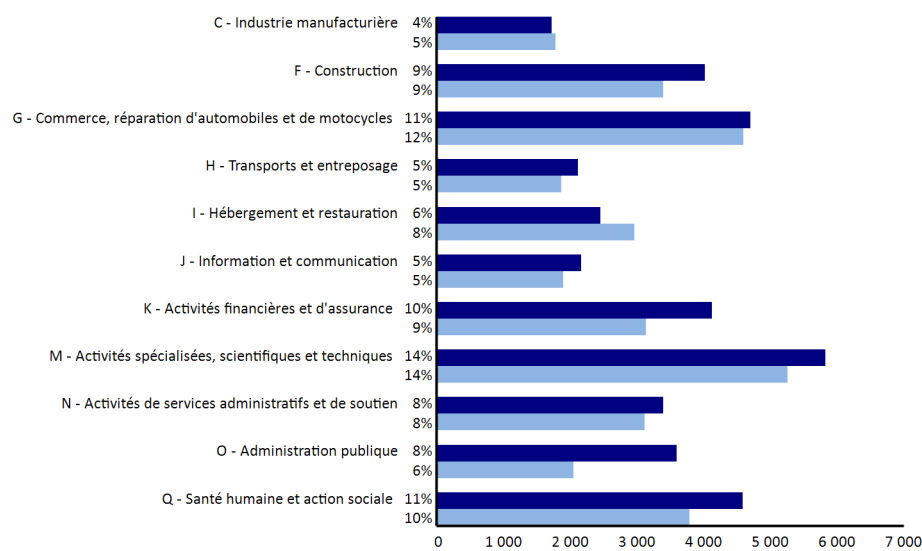


Les trois secteurs qui recrutent le plus de personnes de moins de 25 ans sont "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (qui représente 18% des recrutements des moins de 25 ans), "Administration publique" (13%) et "Santé humaine et action sociale" (10%).

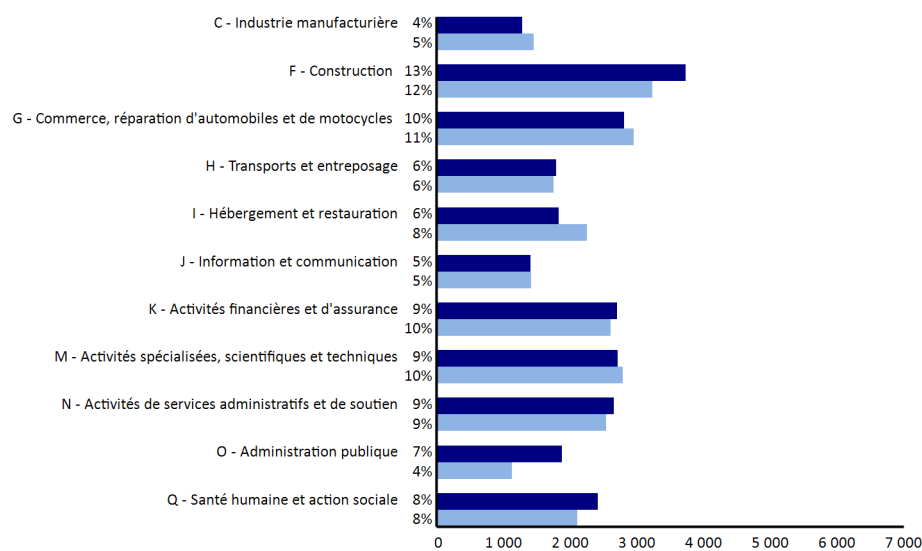
Les trois secteurs qui recrutent le plus de 25-34 ans sont "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" (14%), "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (11%) et "Santé humaine et action sociale" (11%).

Les trois secteurs qui recrutent le plus de 35-44 ans sont "Construction" (13%), "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (10%) et "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" (9%).

25-34 ans

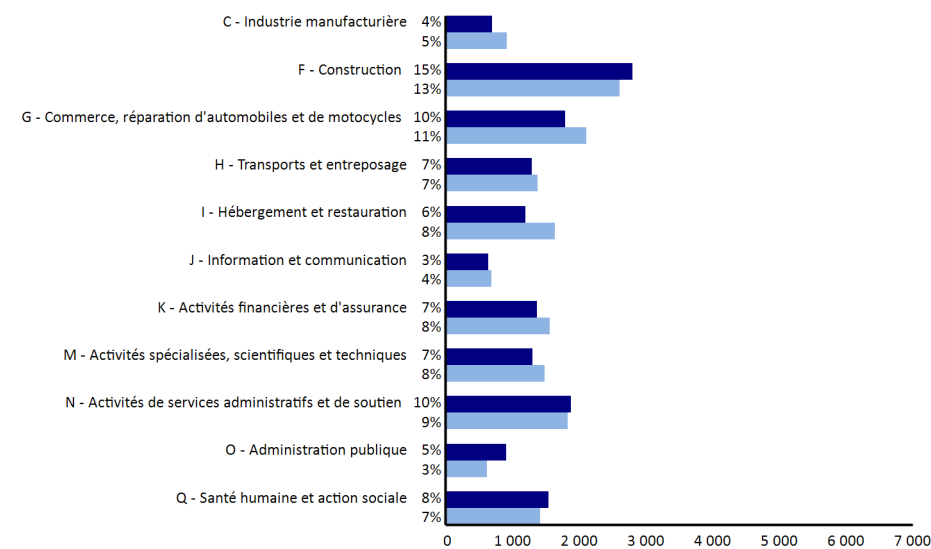


35-44 ans



■ Nombre de recrutements
■ Nombre de fins de contrat

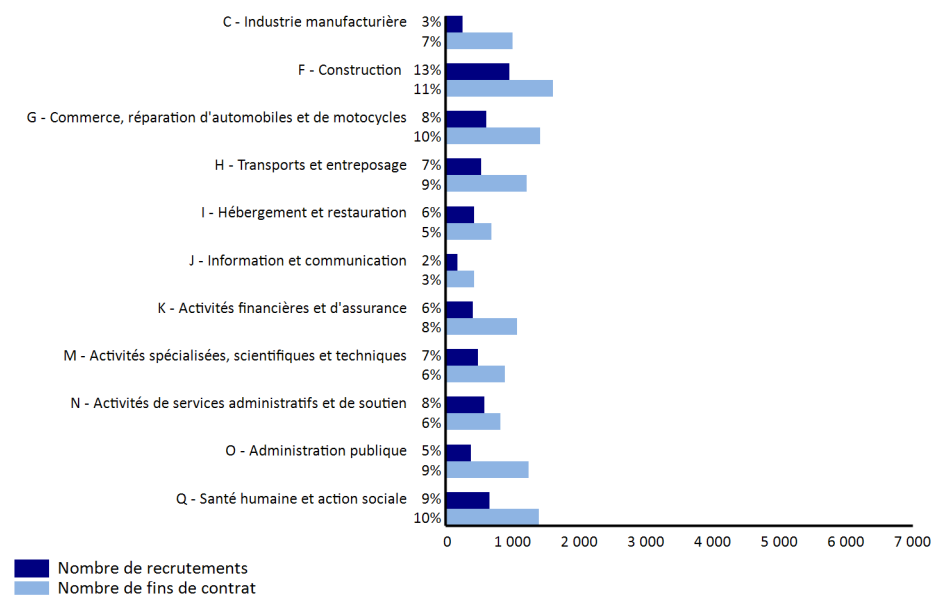
45-54 ans



Les trois secteurs qui recrutent le plus de 45-54 ans sont "Construction" (15%), "Activités de services administratifs et de soutien" (10%) et "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (10%).

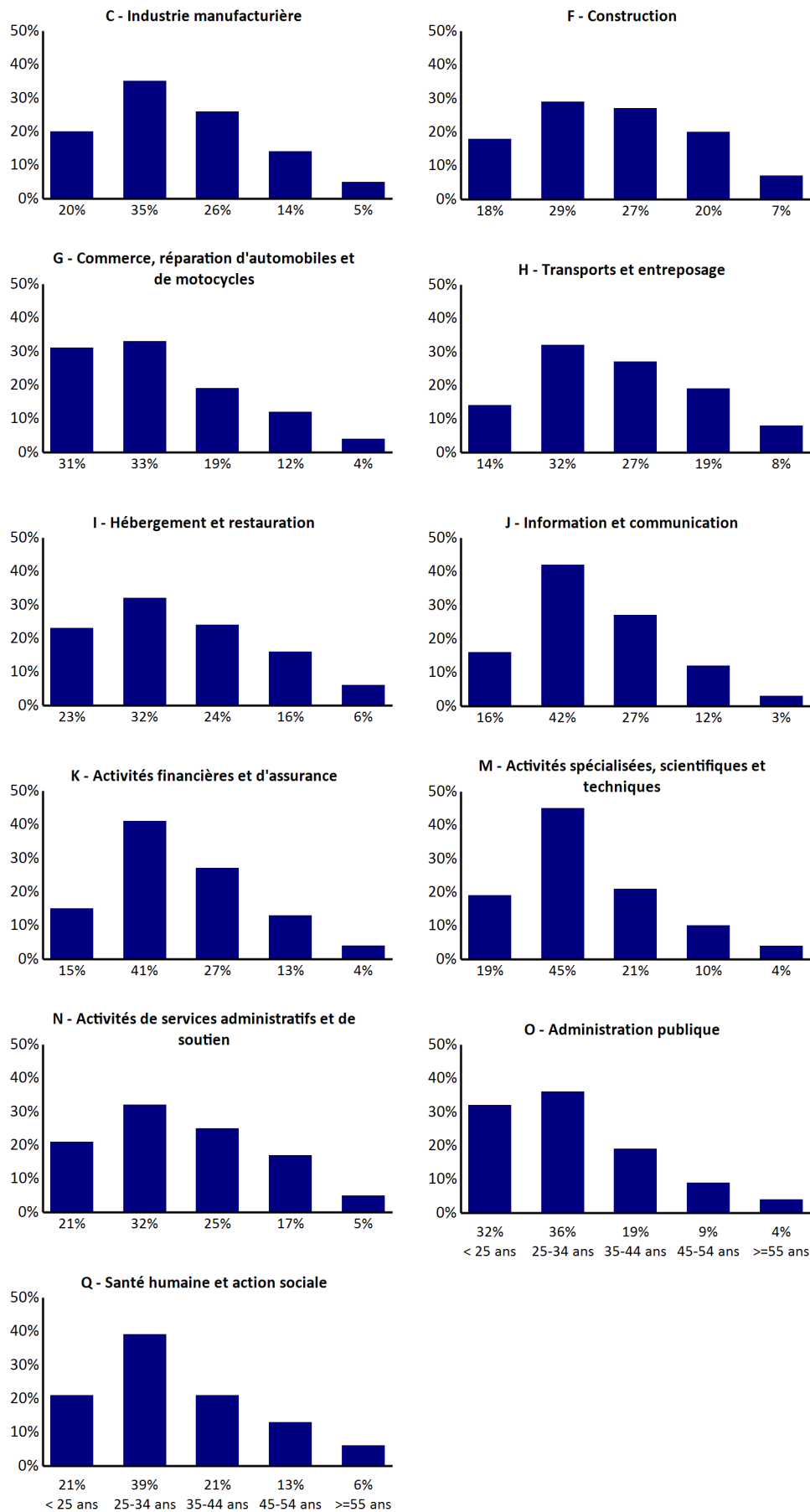
Les trois secteurs qui recrutent le plus de 55 ans et plus sont "Construction" (13%), "Santé humaine et action sociale" (9%) et "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (8%).

>=55 ans



Guide de lecture : Parmi l'ensemble des recrutements concernant des moins de 25 ans, 960 sont effectués dans "Industrie manufacturière", ils représentent 4% de l'ensemble des recrutements concernant les moins de 25 ans (qui s'élèvent à 25 170). Parmi l'ensemble des fins de contrat concernant des moins de 25 ans, 670 sont effectués dans "Industrie manufacturière", ils représentent 4% de l'ensemble des fins de contrat concernant les moins de 25 ans (qui s'élèvent à 18 310).

5.3. Structure des recrutements dans différents secteurs d'activité selon l'âge



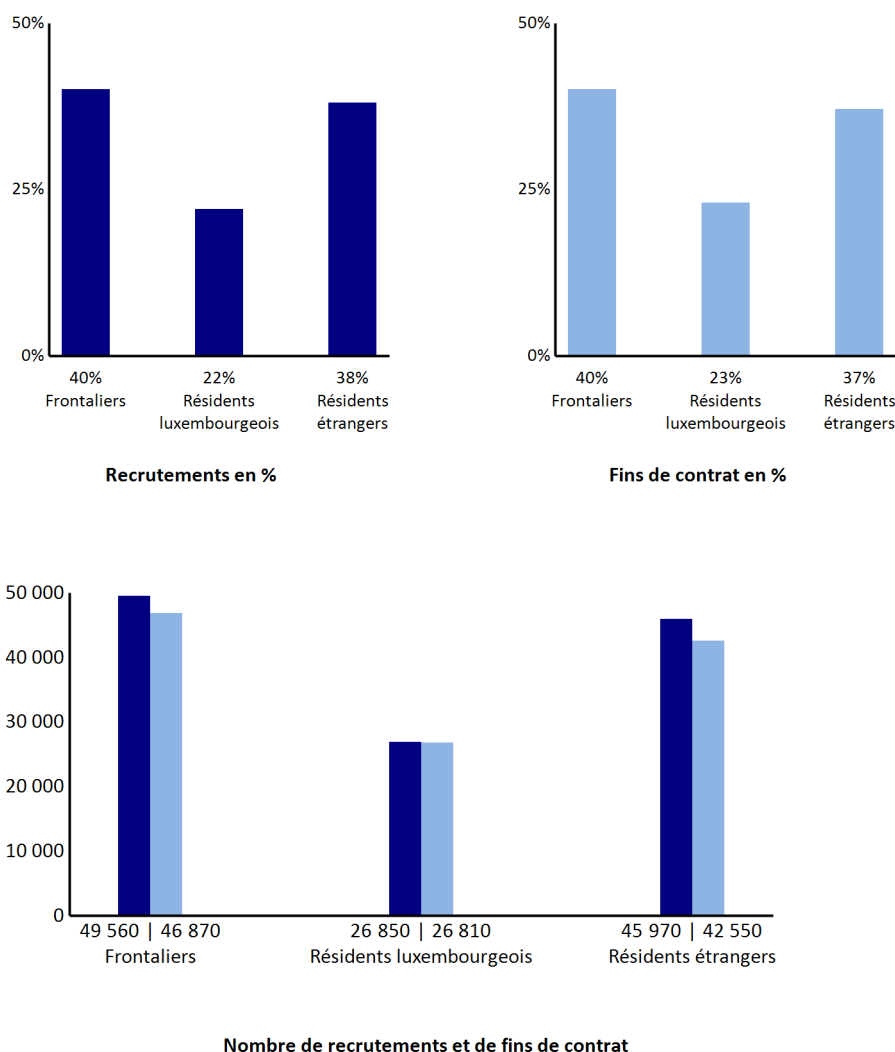
Les graphiques ci-contre représentent, pour les secteurs d'activité les plus importants en termes d'emplois, la structure des recrutements qui y sont réalisés.

Dans tous les secteurs, l'ordre dans lequel s'organise les différentes classes d'âge est le même : ce sont toujours les 25-34 ans qui représente la part des recrutements la plus élevée et les 55 ans et plus la plus faible.

Guide de lecture : 20% des recrutements réalisés dans "Industrie manufacturière" concernent des moins de 25ans, 35% des 25-34 ans.

6. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon la nationalité et la résidence⁶

6.1. Répartition globale des recrutements et des fins de contrat selon la nationalité et la résidence



Parmi les 122 380 recrutements (hors intérimaires) réalisés entre janvier 2020 et janvier 2021, 40% ont concerné des frontaliers, 22% des résidents luxembourgeois et 38% des résidents de nationalité étrangère. Parmi les 116 230 fins de contrat observées au cours de la même période, 40% ont concerné des frontaliers, 23% des résidents luxembourgeois et 37% des résidents de nationalité étrangère.

En calculant la différence entre recrutements et fins de contrat (création nette d'emplois), on observe que la situation est différente pour les résidents de nationalité luxembourgeoise par rapport aux résidents étrangers et aux frontaliers.

En effet, alors que pour les deux derniers groupes, la création nette d'emplois s'élève respectivement à 3 420 et 2 690, elle est plus faible pour les résidents luxembourgeois.

Cette situation s'explique en partie par des départs à la retraite beaucoup plus nombreux chez les résidents de nationalité luxembourgeoise, ce qui tient notamment au fait que les frontaliers et les résidents étrangers sont en moyenne plus jeunes que les résidents luxembourgeois⁷. En effet, les résidents luxembourgeois enregistrent quelque 700 départs à la retraite supplémentaires par rapport aux frontaliers et 1 800 par rapport aux résidents de nationalité étrangère⁸.

Guide de lecture :

1^{er} graphique : Parmi l'ensemble des recrutements effectués entre janvier 2020 et janvier 2021, 40% concernent des frontaliers.

2^e graphique : Parmi l'ensemble des fins de contrat effectuées entre janvier 2020 et janvier 2021, 40% concernent des frontaliers.

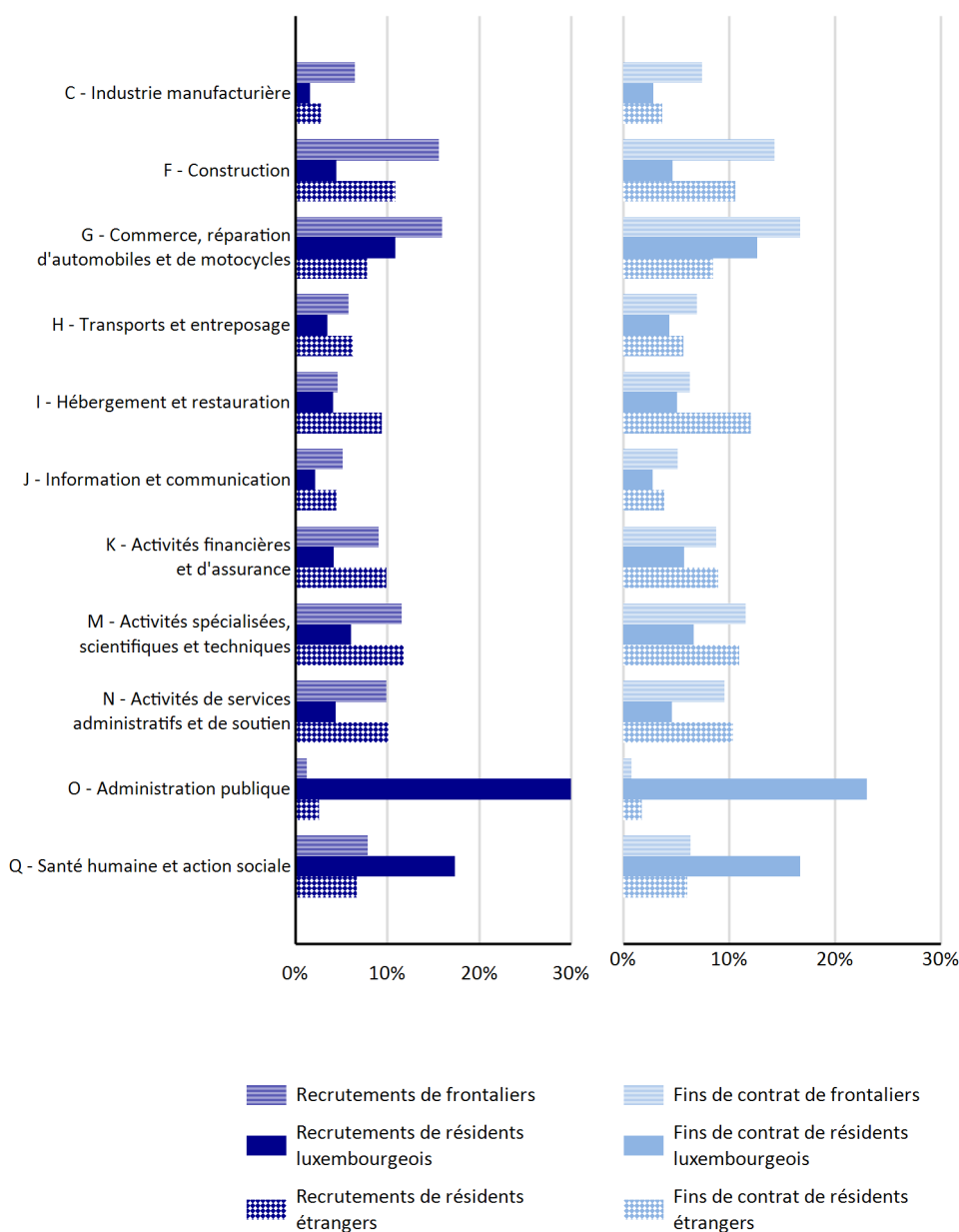
3^e graphique : Parmi l'ensemble des recrutements effectués entre janvier 2020 et janvier 2021, 49 560 recrutements concernent des frontaliers. C'est le cas de 46 870 fins de contrat.

⁶Les chiffres correspondant aux graphiques sont présentés dans le tableau 6 de l'annexe.

⁷Si nous comparons les stocks (et non les flux) d'emplois salariés à deux dates différentes, en l'occurrence janvier 2020 et janvier 2021, nous mettons en évidence une augmentation du nombre de salariés résidents de nationalité luxembourgeoise de 1 590 unités. Comme nous venons de le montrer, cette augmentation ne s'explique pas par un solde positif entre recrutements et fins de contrat, mais par le phénomène des naturalisations qui touchent un grand nombre d'actifs en emploi. En effet, parmi les résidents travaillant au Luxembourg en janvier 2020 et en janvier 2021, 2 040 résidents qui étaient de nationalité étrangère en janvier 2020 avaient acquis la nationalité luxembourgeoise en janvier 2021.

⁸Ces chiffres tiennent compte d'une estimation du nombre de départs vers le régime de pension statuaire (fonctionnaires et employés de l'Etat).

6.2. Structure des recrutements et des fins de contrat selon la nationalité et la résidence et selon le secteur d'activité



Les trois secteurs qui recrutent le plus de résidents luxembourgeois sont "Administration publique" (qui représente 30% des recrutements de résidents luxembourgeois), "Santé humaine et action sociale" (17%) et "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (11%).

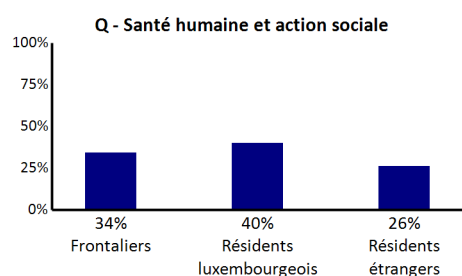
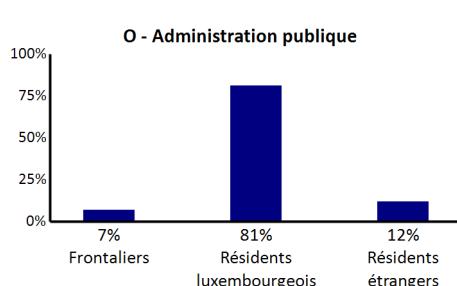
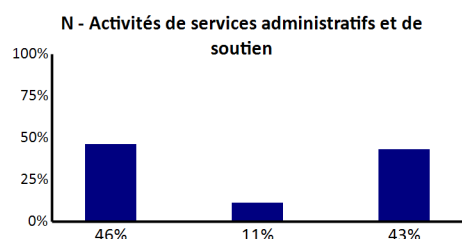
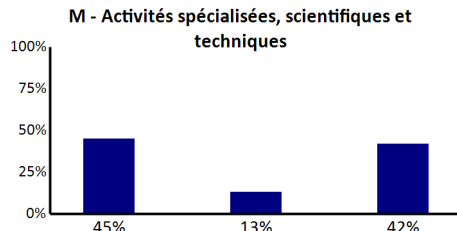
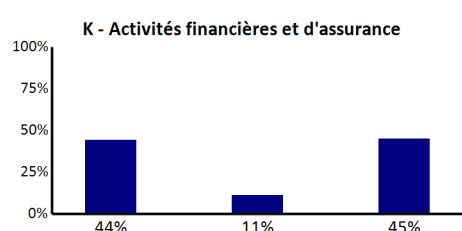
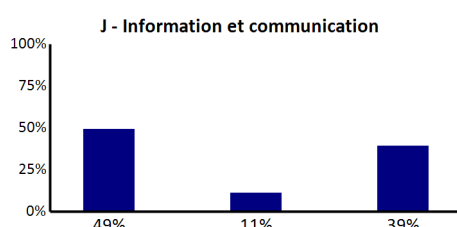
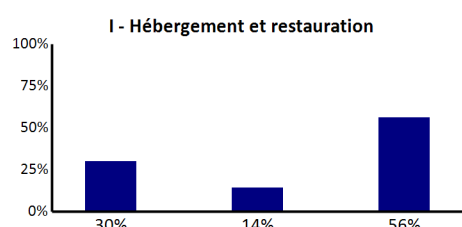
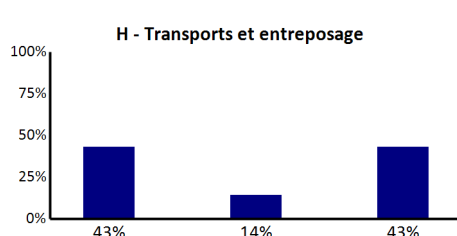
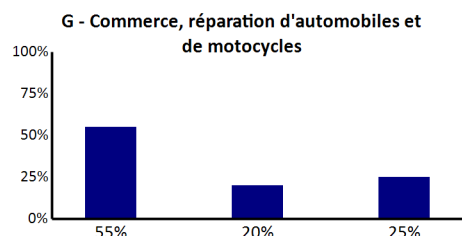
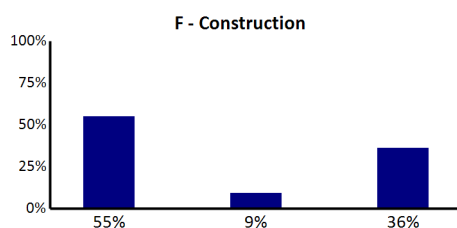
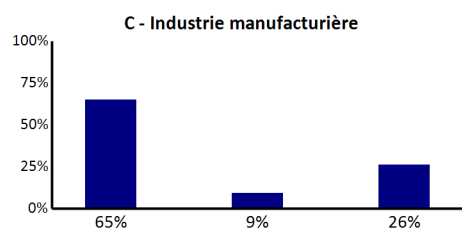
Les trois secteurs qui recrutent le plus de frontaliers sont "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (16%), "Construction" (16%) et "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" (12%).

Les trois secteurs qui recrutent le plus de résidents étrangers sont "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" (12%), "Construction" (11%) et "Activités de services administratifs et de soutien" (10%).

Globalement, la part que représente chaque secteur dans l'ensemble des fins de contrat concernant les frontaliers, les résidents luxembourgeois et étrangers est très proche de celle qu'il représente dans les recrutements.

Guide de lecture : Les recrutements de résidents luxembourgeois dans le secteur "Industrie manufacturière" représentent 2% de l'ensemble des recrutements de résidents luxembourgeois. Les recrutements de résidents étrangers dans ce secteur représentent 3% de l'ensemble des recrutements de résidents étrangers. Pour les frontaliers, ce chiffre s'établit à 7%.

6.3. Structure des recrutements dans différents secteurs d'activité selon la nationalité et la résidence



Les graphiques ci-contre représentent, pour les secteurs d'activité les plus importants en termes d'emplois, la structure des recrutements qui y sont réalisés. Ces graphiques illustrent le fait que les trois groupes de main-d'œuvre, frontaliers, résidents luxembourgeois et résidents étrangers, se positionnent de façon très différenciée selon les secteurs d'activité.

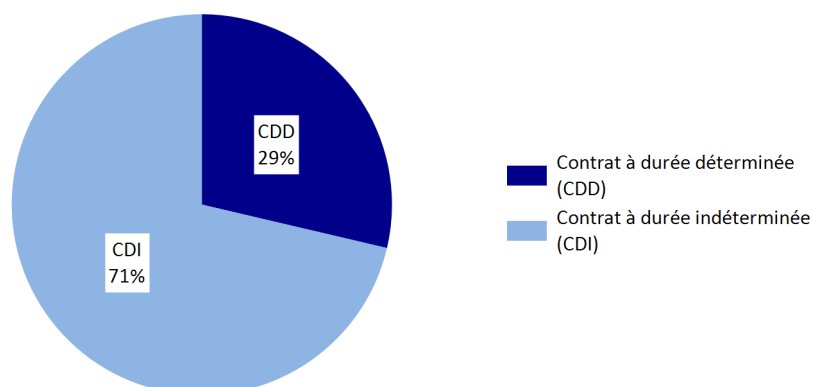
Certains secteurs se caractérisent par une très forte concentration de frontaliers dans les recrutements, par exemple "Industrie manufacturière", "Construction" et "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles".

Dans d'autres secteurs, on observe soit une forte concentration de résidents étrangers (ces derniers représentent par exemple 42% des recrutements réalisés dans "Activités spécialisées, scientifiques et techniques"), soit une forte concentration de résidents luxembourgeois (comme dans "Administration publique" ou "Santé humaine et action sociale" où ils représentent respectivement 81% et 40% des recrutements).

Guide de lecture : Parmi les recrutements effectués par le secteur "Industrie manufacturière" entre janvier 2020 et janvier 2021, 65% concernent des frontaliers, 9% des résidents luxembourgeois et 26% des résidents étrangers.

7. Les recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le type de contrat⁹

7.1. Répartition globale des recrutements selon le type de contrat

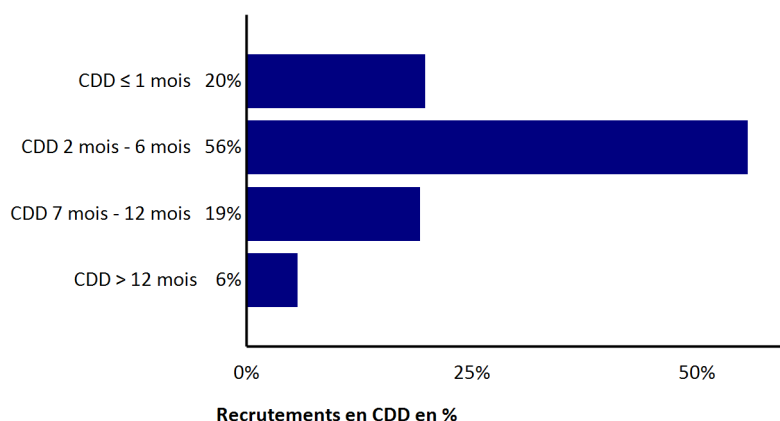


Guide de lecture : Ce graphique indique la répartition des recrutements entre CDI et CDD. Parmi les 122 380 recrutements (hors intérimaires) réalisés entre janvier 2020 et janvier 2021, 29% sont des contrats à durée déterminée et 71% des contrats à durée indéterminée.

La part de contrat à durée déterminée (CDD) dans les recrutements, qui s'élève à 29%, est beaucoup plus importante que celle qui est observée dans le stock d'emplois. En effet, parmi l'ensemble des salariés actifs non intérimaires au Luxembourg au 29 janvier 2021, seuls 5% ont un CDD tandis que 95% bénéficient d'un CDI.

Cette différence entre la part de CDD dans les recrutements et dans l'emploi salarié (hors intérimaires) est tout à fait normale puisque, les CDD, ayant une durée de vie plus courte, sont proportionnellement moins nombreux dans le stock.

7.2. Répartition des recrutements en CDD selon la durée du contrat

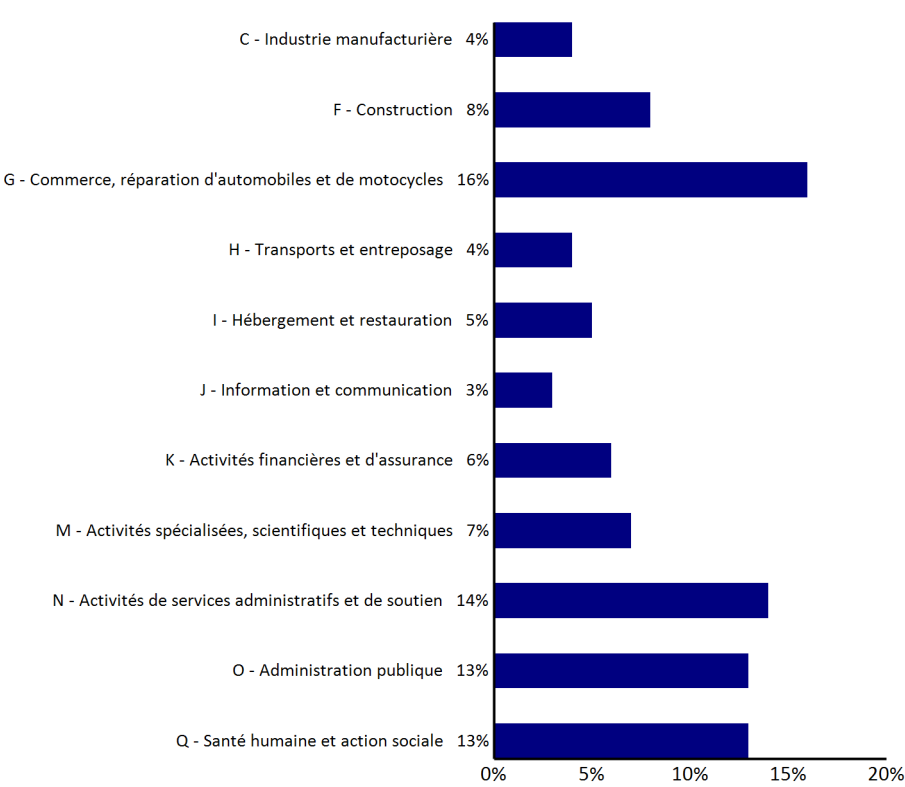


Guide de lecture : Ce graphique décompose les 29% de CDD selon la durée des contrats : 20% ont une durée inférieure ou égale à un mois ; 56% sont prévus pour une durée comprise entre 2 mois et 6 mois ; 19% s'échelonnent entre 7 et 12 mois et 6% ont une durée supérieure à 12 mois.

Parmi les recrutements en CDD, près des 3/4 correspondent à des contrats courts inférieurs ou égaux à 6 mois. Seuls 6% des CDD ont une durée supérieure à 12 mois.

⁹Les chiffres correspondant aux graphiques sont présentés dans le tableau 7 de l'annexe.

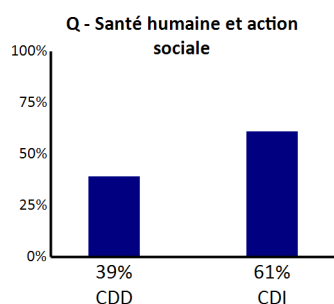
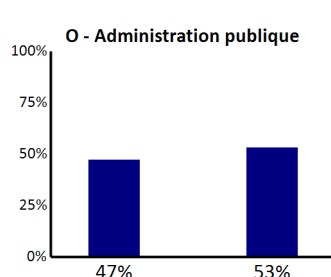
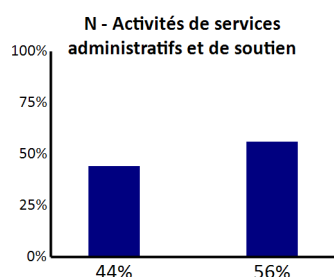
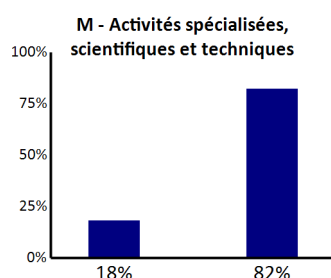
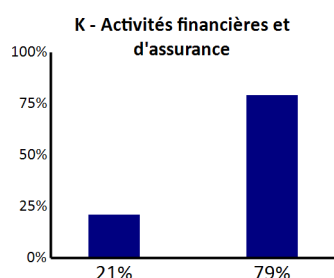
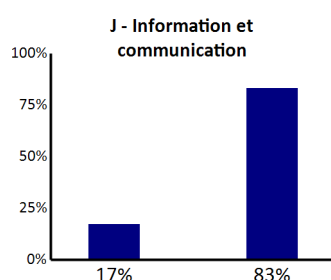
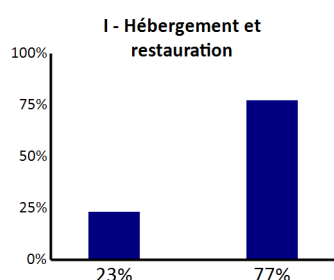
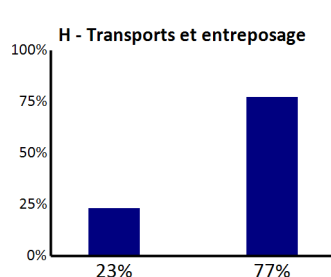
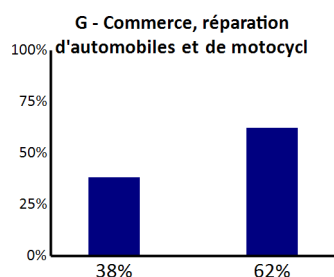
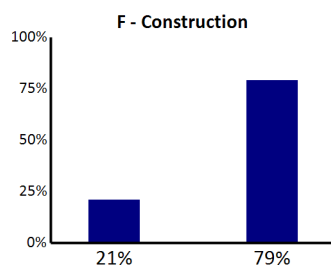
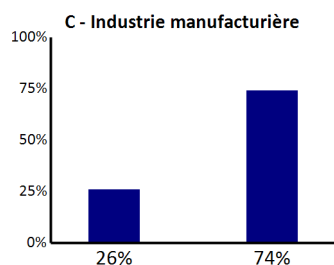
7.3. Structure des recrutements en CDD selon le secteur d'activité



43% des recrutements en CDD sont concentrés dans trois secteurs d'activité, qui représentent ensemble 29% du total des recrutements. Il s'agit de "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (qui recrute 16% des CDD), de "Activités de services administratifs et de soutien" (14%) et de "Administration publique" (13%).

Guide de lecture : Le secteur "Industrie manufacturière" représente 4% des recrutements en CDD.

7.4. Structure des recrutements dans différents secteurs d'activité selon le type de contrat



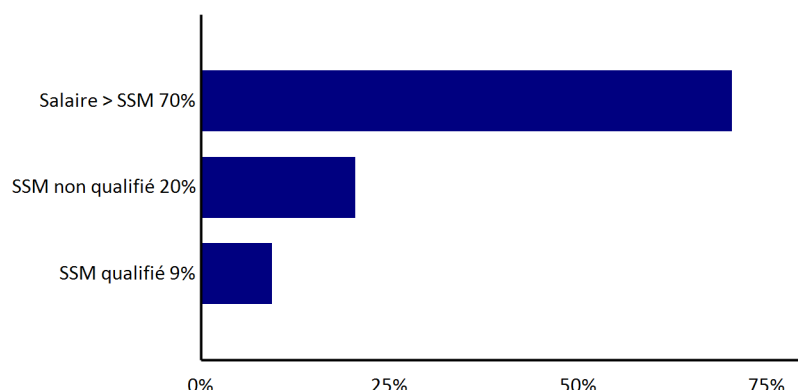
Dans certains secteurs, la part de CDD dans les recrutements est supérieure à la moyenne, qui s'établit, comme l'indique le graphique 7.1, à 29%. Il s'agit des secteurs "Administration publique" (47% des recrutements dans ce secteur sont des CDD), de "Activités de services administratifs et de soutien", qui incluent les entreprises de nettoyage (44%), de "Santé humaine et action sociale" (39%) et de "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (38%). Pour l'administration publique, les CDD concernent essentiellement des salariés qui exercent des fonctions d'enseignement (voir tableau 7 en annexe).

A contrario, d'autres secteurs affichent une part de recrutements en CDD inférieure à la moyenne : "Construction" (21%), "Activités financières et d'assurance" (21%), "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" (18%) et "Information et communication" (17%). Pour l'HORECA, il est possible que le manque de main-d'œuvre contraigne les employeurs à proposer des CDI, de manière à accroître l'attractivité du secteur.

Guide de lecture : Parmi les recrutements effectués par le secteur "Industrie manufacturière" entre janvier 2020 et janvier 2021, 74% concernent des CDI et 26% des CDD.

8. Les recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire rémunérés au voisinage du salaire social minimum¹⁰

8.1. Répartition globale des recrutements selon la rémunération



Guide de lecture : Parmi l'ensemble des recrutements effectués entre janvier 2020 et janvier 2021, 29% (= 20% + 9%) sont rémunérés au voisinage du salaire social minimum (SSM).

Le fait de parler de rémunération au voisinage du SSM et non de rémunération au SSM est volontaire et reflète les difficultés à identifier de façon précise les salariés percevant le salaire social minimum.

Selon la méthodologie utilisée par l'IGSS, un salarié est rémunéré au voisinage du SSM au 31 mars d'une année donnée,

- si son salaire horaire est inférieur ou égal à 102% du SSM horaire pour travailleurs *non qualifiés*
- si son salaire horaire est compris entre 100% et 102% du SSM horaire pour travailleurs *qualifiés*.

Le fait d'étendre l'intervalle à 102% du SSM horaire s'explique ainsi : certains salariés qui ont un contrat de travail prévoyant une rémunération au SSM peuvent bénéficier de compléments de rémunération qui ne sont pas déclarés séparément du salaire de base dans les fichiers du centre commun de la sécurité sociale. En conséquence, ces salariés seraient considérés à tort comme ayant un salaire supérieur au SSM si on se contentait de dénombrer les salariés présentant un salaire de base égal au SSM.

La part de recrutements rémunérés au voisinage du salaire social minimum, qui s'élève à 30%, est beaucoup plus importante que celle qui est observée dans le stock d'emplois. En effet, parmi l'ensemble des salariés actifs non intérimaires au Luxembourg au 31 mars 2020, seuls 14% sont rémunérés au voisinage du SSM.

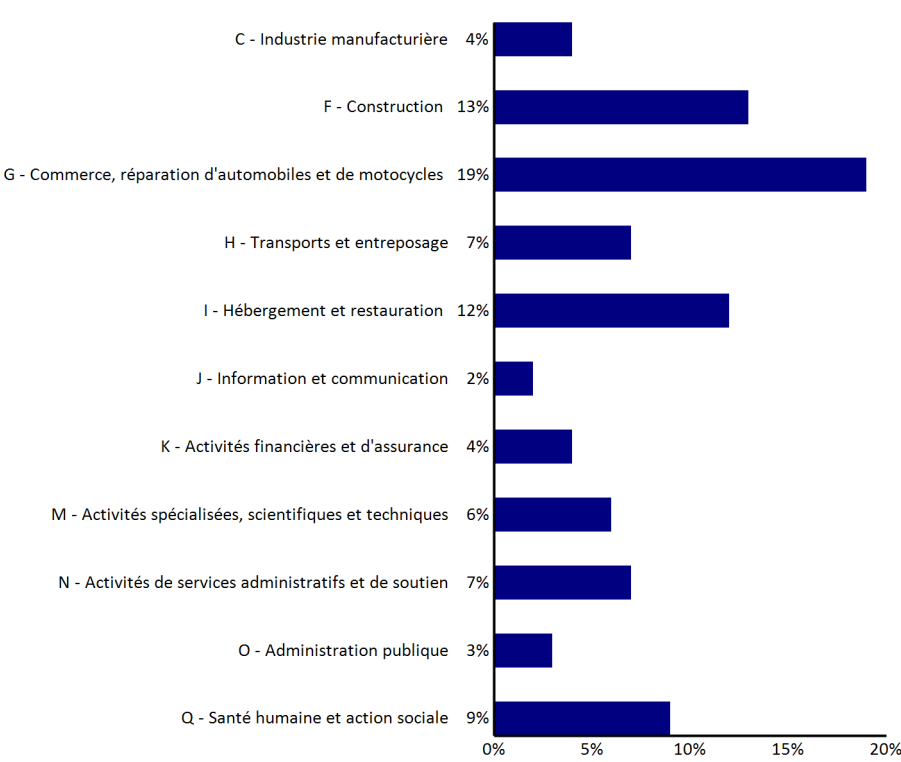
Cette différence entre la part d'emplois rémunérés au SSM dans les recrutements et dans l'emploi salarié (hors intérimaires) s'explique par deux éléments :

- Il y a un turn over plus important sur les emplois rémunérés au SSM puisqu'ils correspondent à des emplois peu qualifiés.
- Le salaire des personnes recrutées au SSM et se maintenant en emploi peut évoluer au fur et à mesure de la carrière et dépasser le SSM.

Dans 69% des recrutements rémunérés au voisinage du SSM, il s'agit du SSM non qualifié, correspondant en janvier 2021 à 2 202 € par mois pour un temps plein. Le SSM qualifié concerne 31% des recrutements rémunérés au salaire social minimum et s'élève en janvier 2021 à 2 642 € par mois.

¹⁰Les chiffres correspondant aux graphiques sont présentés dans le tableau 8 de l'annexe.

8.2. Structure des recrutements rémunérés au voisinage du SSM selon le secteur d'activité

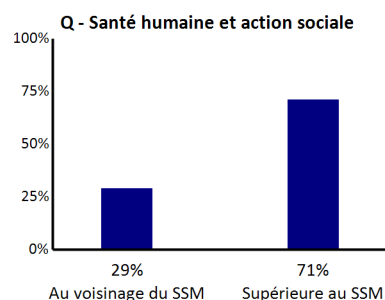
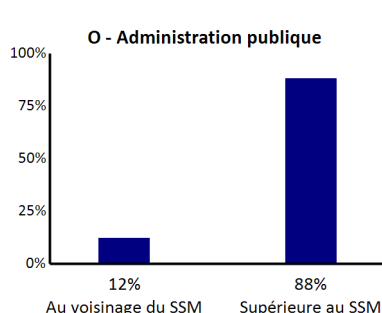
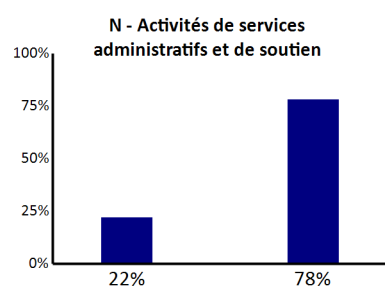
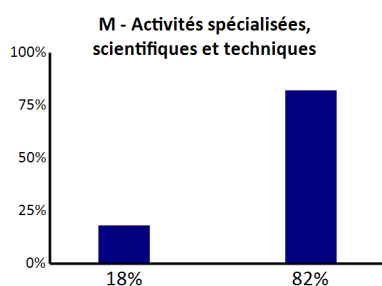
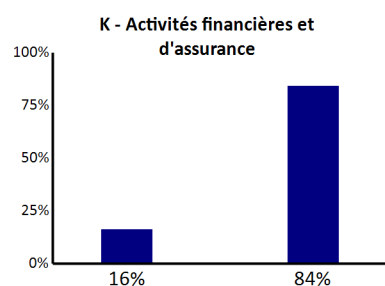
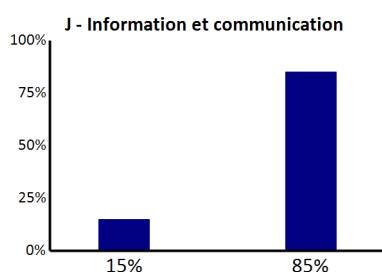
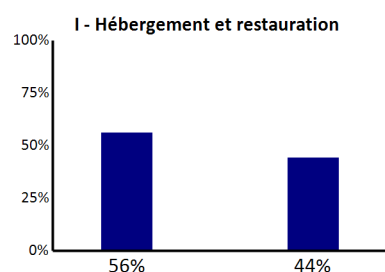
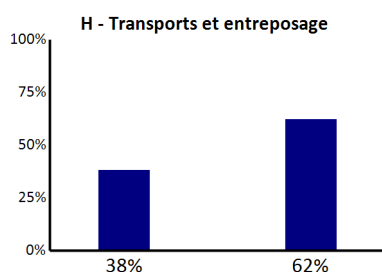
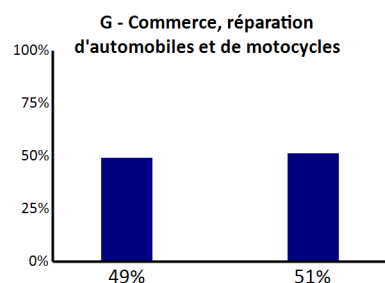
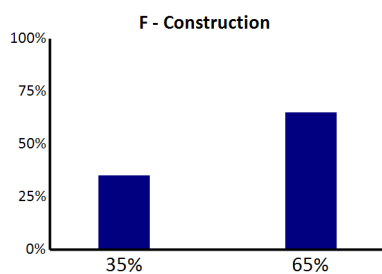
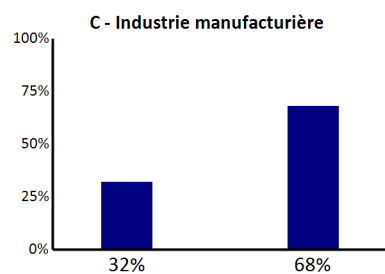


32% des recrutements rémunérés au voisinage du SSM sont concentrés dans deux secteurs d'activité, qui représentent ensemble 23% du total des recrutements. Il s'agit de "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" et de "Construction" (qui représentent 19% et 13% des recrutements au voisinage du SSM).

Les secteurs "Hébergement et restauration" et "Santé humaine et action sociale" représentent à eux deux 21% des recrutements au SSM.

Guide de lecture : Le secteur "Industrie manufacturière" représente 4% des recrutements rémunérés au voisinage du salaire social minimum.

8.3. Structure des recrutements dans différents secteurs d'activité selon la rémunération



Dans certains secteurs, la part de recrutements au voisinage du SSM est supérieure à la moyenne, qui s'établit à 30%. Il s'agit de "Hébergement et restauration" (56% des recrutements dans ce secteur sont rémunérés au voisinage du SSM), de "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (49%) et de "Transports et entreposage" (38%) (voir tableau 8 en annexe).

A contrario, d'autres secteurs affichent une part de recrutements au voisinage du SSM inférieure à la moyenne, notamment "Activités financières et d'assurance" (16%) ainsi que "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" (18%).

Guide de lecture : Parmi les recrutements effectués par le secteur "Industrie manufacturière" entre janvier 2020 et janvier 2021, 32% sont rémunérés au voisinage du salaire social minimum.

Note méthodologique

Définitions et méthodes

Les recrutements et les fins de contrat sont identifiés à partir des affiliations des individus auprès du système de sécurité sociale luxembourgeois.

- Une personne absente des fichiers de la sécurité sociale à la fin du mois t et présente dans les fichiers à la fin du mois $t+1$ est comptabilisée comme un recrutement.
- Une personne présente dans les fichiers de la sécurité sociale à la fin du mois t et absente des fichiers à la fin du mois $t+1$ est comptabilisée comme une fin de contrat.
- Une personne présente dans les fichiers à la fin des deux mois mais ayant changé d'employeur entre ces deux mois est comptabilisée comme une fin de contrat (auprès de l'ancien employeur) et comme un recrutement (auprès du nouvel employeur).

Les changements d'emploi au sein d'un même employeur ne sont comptabilisés ni dans les recrutements, ni dans les fins de contrat.

La succession de contrats pour une même personne dans la même entreprise n'est pas comptabilisée. Ceci concerne également le travail intérimaire : une succession de plusieurs missions dans une même entreprise est considérée comme un seul contrat de travail et non pas comme une suite de plusieurs recrutements et plusieurs fins de contrat.

Une seule occupation par personne est prise en considération. En cas d'occupations multiples, l'occupation retenue est celle qui correspond au plus grand nombre d'heures de travail.

Parmi l'ensemble des recrutements, une très faible partie (environ 2%) ne correspond pas à de véritables recrutements mais à une reprise du travail à la suite d'un congé parental à temps plein. De la même manière, environ 2% des fins de contrat correspondent à des départs en congé parental à plein temps. Pour des raisons de cohérence entre les données de stock et de flux, il n'est pas possible d'exclure ces « faux » recrutements et ces « fausses » fins de contrat des chiffres présentés ici.

Données

Les chiffres présentés dans ce tableau de bord sont issus du Centre Commun de la Sécurité Sociale. Les traitements sont réalisés par l'Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS). Les données consolidées sont disponibles avec trois mois de retard.

Protection des données à caractère personnel

Pour des raisons de protection des données à caractère personnel, les effectifs réels sont arrondis à la dizaine inférieure ou supérieure. Ainsi, un effectif réel de 0, 10 ou tout multiple de 10 garde sa valeur réelle ; un effectif réel compris entre 1 et 9 est arrondi soit à 0 soit à 10 ; un effectif réel entre 11 et 19 est arrondi soit à 10 soit à 20, etc. En conséquence, la valeur 0 signifie une valeur réelle comprise entre 0 et 9, 10 une valeur réelle comprise entre 1 et 19, etc.

Le logiciel spécialisé TAU-ARGUS (<http://neon.vb.cbs.nl/casc/..%5Ccasc%5Ctau.htm>) est utilisé pour arrondir les effectifs de façon à respecter l'additivité autant que possible. Les effectifs réels sont arrondis à la dizaine inférieure ou supérieure (mais pas nécessairement la dizaine la plus proche) de façon à réduire les risques d'identification et de divulgation.

A cause de l'arrondi, la valeur d'un même indicateur peut légèrement différer dans des tableaux distincts.

Limites dans l'utilisation des arrondis

Attention, comme un écart maximal de 9 est possible entre l'effectif réel et l'effectif arrondi, le calcul de pourcentages réalisé sur les effectifs arrondis peut être différent de celui réalisé sur les effectifs réels. C'est le cas par exemple du calcul d'une évolution ou du calcul de la part que représente un groupe de personnes dans une population donnée. En particulier, quand les effectifs sont petits (sous le millier), les pourcentages calculés peuvent être sensiblement surestimés ou sous-estimés et les évolutions masquées ou inversées. C'est pourquoi il convient d'être très prudent lors de l'analyse de petits effectifs. Toutefois, quel que soit l'effectif, s'il existe une tendance forte à la hausse ou à la baisse, cette tendance sera également observée sur les effectifs arrondis.

Ce tableau de bord a été réalisé dans le cadre du Réseau d'étude sur le marché du travail et de l'emploi (RETEL).

La Cellule Emploi-Travail de l'IGSS remercie les membres du réseau pour leur participation.

Le RETEL constitue un observatoire de l'emploi regroupant les principaux producteurs et utilisateurs de données sur le marché du travail au Luxembourg. Il a pour objectif d'améliorer les connaissances par rapport à l'emploi et au chômage, ceci à travers de nouveaux indicateurs, de nouvelles études et l'organisation de conférences.

Vous pouvez consulter les tableaux de bord dans la rubrique "Faits et chiffres" du portail de l'emploi :

<http://www.adem.public.lu/fr/marche-emploi-luxembourg/faits-et-chiffres/statistiques/igss/index.html>

Pour nous contacter : exclusivement par email à l'adresse cet@igss.etat.lu

ANNEXES

Liste des tableaux

Tableau 1 - Nombre de recrutements salariés intérimaires et non intérimaires par mois	24
Tableau 2 - Nombre de fins de contrat salariés intérimaires et non intérimaires par mois	24
Tableau 3 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité	25
Tableau 4 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le genre	26
Tableau 5 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et l'âge	29
Tableau 6 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité, la nationalité et la résidence	33
Tableau 7 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le type de contrat	37
Tableau 8 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et la rémunération au voisinage du salaire social minimum	40

Tableau 1 - Nombre de recrutements salariés intérimaires et non intérimaires par mois (janvier 2020 - janvier 2021)

	janv.-févr. 2020	févr.-mars 2020	mars-avr. 2020	avr.-mai 2020	mai-juin 2020	juin-juil. 2020	juil.-août 2020	août-sept. 2020	sept.-oct. 2020	oct.-nov. 2020	nov.-déc. 2020	déc.-janv. 2021	Total annuel
Salariés non-intérimaires	10 630	10 500	6 620	8 940	9 050	9 790	8 680	15 960	12 450	9 950	7 030	12 780	122 380
Salariés intérimaires	2 440	590	2 090	3 060	2 200	1 740	2 980	2 860	2 450	1 780	640	5 060	27 890
Total	13 070	11 090	8 710	12 000	11 250	11 530	11 660	18 820	14 900	11 730	7 670	17 840	150 270

Tableau 2 - Nombre de fins de contrat salariés intérimaires et non intérimaires par mois (janvier 2020 - janvier 2021)

	janv.-févr. 2020	févr.-mars 2020	mars-avr. 2020	avr.-mai 2020	mai-juin 2020	juin-juil. 2020	juil.-août 2020	août-sept. 2020	sept.-oct. 2020	oct.-nov. 2020	nov.-déc. 2020	déc.-janv. 2021	Total annuel
Salariés non-intérimaires	8 700	10 200	9 720	7 120	7 750	10 840	9 500	12 420	9 680	8 960	9 190	12 150	116 230
Salariés intérimaires	1 810	5 910	1 130	780	1 450	3 240	1 770	1 690	1 790	2 240	5 740	850	28 400
Total	10 510	16 110	10 850	7 900	9 200	14 080	11 270	14 110	11 470	11 200	14 930	13 000	144 630

Tableau 3 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité (janvier 2020 - janvier 2021)

	Recrutements 1	Fins de contrat 2	% du secteur dans les recrutements	% du secteur dans les fins de contrat	Création nette d'emplois (CNE) 1-2	Contribution du secteur à la CNE	Emplois salariés non intérimaires en janvier 2021	
							Nombre	%
A - Agriculture, sylviculture et pêche	670	630	0,5%	0,5%	40	0,7%	1 550	0,3%
B - Industries extractives	30	30	0,0%	0,0%	0	0,0%	280	0,1%
C - Industrie manufacturière	4 920	5 830	4,0%	5,0%	- 910	-14,8%	31 300	7,0%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	230	160	0,2%	0,1%	70	1,1%	1 710	0,4%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	260	210	0,2%	0,2%	50	0,8%	1 870	0,4%
F - Construction	13 980	12 480	11,4%	10,7%	1 500	24,4%	49 090	11,0%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	14 450	14 850	11,8%	12,8%	- 400	-6,5%	51 300	11,5%
H - Transports et entreposage	6 690	6 880	5,5%	5,9%	- 190	-3,1%	31 020	6,9%
I - Hébergement et restauration	7 720	9 470	6,3%	8,1%	-1 750	-28,5%	19 460	4,4%
J - Information et communication	5 220	4 860	4,3%	4,2%	360	5,9%	20 860	4,7%
K - Activités financières et d'assurance	10 160	9 480	8,3%	8,2%	680	11,1%	49 870	11,2%
L - Activités immobilières	1 330	1 290	1,1%	1,1%	40	0,7%	3 340	0,7%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	12 830	11 870	10,5%	10,2%	960	15,6%	43 400	9,7%
N - Activités de services administratifs et de soutien	10 750	10 150	8,8%	8,7%	600	9,8%	24 680	5,5%
O - Administration publique	10 000	7 300	8,2%	6,3%	2 700	43,9%	50 440	11,3%
P - Enseignement (privé)	1 770	1 410	1,4%	1,2%	360	5,9%	5 410	1,2%
Q - Santé humaine et action sociale	11 720	10 080	9,6%	8,7%	1 640	26,7%	43 020	9,6%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	770	870	0,6%	0,7%	- 100	-1,6%	2 440	0,5%
S - Autres activités de services	1 930	2 000	1,6%	1,7%	- 70	-1,1%	6 650	1,5%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	4 660	4 680	3,8%	4,0%	- 20	-0,3%	6 020	1,3%
U - Activités extra-territoriales	210	170	0,2%	0,1%	40	0,7%	810	0,2%
Z - Non déterminé	2 080	1 530	1,7%	1,3%	550	8,9%	2 520	0,6%
Total	122 380	116 230	100,0%	100,0%	6 150	100,0%	447 040	100,0%

Tableau 4 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le genre (janvier 2020 - janvier 2021) – partie 1

	Recrutements			Fins de contrat			% du secteur dans les recrutements		% du secteur dans les fins de contrat	
	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
A - Agriculture, sylviculture et pêche	170	500	670	160	470	630	0,3%	0,8%	0,3%	0,8%
B - Industries extractives	0	30	30	0	30	30	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
C - Industrie manufacturière	1 090	3 830	4 920	1 260	4 570	5 830	1,9%	5,9%	2,3%	7,4%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	60	170	230	30	130	160	0,1%	0,3%	0,1%	0,2%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	50	210	260	50	160	210	0,1%	0,3%	0,1%	0,3%
F - Construction	1 330	12 650	13 980	1 220	11 260	12 480	2,3%	19,4%	2,2%	18,4%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	6 850	7 600	14 450	7 150	7 700	14 850	12,0%	11,7%	13,0%	12,5%
H - Transports et entreposage	950	5 740	6 690	1 030	5 850	6 880	1,7%	8,8%	1,9%	9,5%
I - Hébergement et restauration	4 060	3 660	7 720	5 040	4 430	9 470	7,1%	5,6%	9,2%	7,2%
J - Information et communication	1 550	3 670	5 220	1 490	3 370	4 860	2,7%	5,6%	2,7%	5,5%
K - Activités financières et d'assurance	4 780	5 380	10 160	4 590	4 890	9 480	8,4%	8,3%	8,4%	8,0%
L - Activités immobilières	680	650	1 330	630	660	1 290	1,2%	1,0%	1,1%	1,1%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	6 180	6 650	12 830	5 800	6 070	11 870	10,8%	10,2%	10,6%	9,9%
N - Activités de services administratifs et de soutien	6 650	4 100	10 750	6 380	3 770	10 150	11,6%	6,3%	11,6%	6,1%
O - Administration publique	5 820	4 180	10 000	4 380	2 920	7 300	10,2%	6,4%	8,0%	4,8%
P - Enseignement (privé)	1 010	760	1 770	790	620	1 410	1,8%	1,2%	1,4%	1,0%
Q - Santé humaine et action sociale	8 640	3 080	11 720	7 610	2 470	10 080	15,1%	4,7%	13,9%	4,0%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	310	460	770	370	500	870	0,5%	0,7%	0,7%	0,8%
S - Autres activités de services	1 400	530	1 930	1 520	480	2 000	2,4%	0,8%	2,8%	0,8%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	4 520	140	4 660	4 540	140	4 680	7,9%	0,2%	8,3%	0,2%
U - Activités extra-territoriales	140	70	210	120	50	170	0,2%	0,1%	0,2%	0,1%
Z - Non déterminé	940	1 140	2 080	710	820	1 530	1,6%	1,7%	1,3%	1,3%
Total	57 180	65 200	122 380	54 870	61 360	116 230	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Tableau 4 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le genre (janvier 2020 - janvier 2021) – partie 2

	% des recrutements dans le secteur		
	Femmes	Hommes	Total
A - Agriculture, sylviculture et pêche	25,4%	74,6%	100,0%
B - Industries extractives	0,0%	100,0%	100,0%
C - Industrie manufacturière	22,2%	77,8%	100,0%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	26,1%	73,9%	100,0%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	19,2%	80,8%	100,0%
F - Construction	9,5%	90,5%	100,0%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	47,4%	52,6%	100,0%
H - Transports et entreposage	14,2%	85,8%	100,0%
I - Hébergement et restauration	52,6%	47,4%	100,0%
J - Information et communication	29,7%	70,3%	100,0%
K - Activités financières et d'assurance	47,0%	53,0%	100,0%
L - Activités immobilières	51,1%	48,9%	100,0%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	48,2%	51,8%	100,0%
N - Activités de services administratifs et de soutien	61,9%	38,1%	100,0%
O - Administration publique	58,2%	41,8%	100,0%
P - Enseignement	57,1%	42,9%	100,0%
Q - Santé humaine et action sociale	73,7%	26,3%	100,0%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	40,3%	59,7%	100,0%
S - Autres activités de services	72,5%	27,5%	100,0%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	97,0%	3,0%	100,0%
U - Activités extra-territoriales	66,7%	33,3%	100,0%
Z - Non déterminé	45,2%	54,8%	100,0%

Tableau 4 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le genre (janvier 2020 - janvier 2021) – partie 3

	Emplois salariés hors intérimaires en janvier 2021			% du secteur dans l'emploi salarié hors intérimaire en janvier 2021	
	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes
A - Agriculture, sylviculture et pêche	370	1 180	1 550	0,2%	0,4%
B - Industries extractives	30	250	280	0,0%	0,1%
C - Industrie manufacturière	5 620	25 680	31 300	3,1%	9,7%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	270	1 440	1 710	0,1%	0,5%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	270	1 600	1 870	0,1%	0,6%
F - Construction	4 350	44 740	49 090	2,4%	16,9%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	22 210	29 090	51 300	12,1%	11,0%
H - Transports et entreposage	4 230	26 790	31 020	2,3%	10,1%
I - Hébergement et restauration	9 850	9 610	19 460	5,4%	3,6%
J - Information et communication	5 250	15 610	20 860	2,9%	5,9%
K - Activités financières et d'assurance	22 270	27 600	49 870	12,2%	10,4%
L - Activités immobilières	1 660	1 680	3 340	0,9%	0,6%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	18 900	24 500	43 400	10,3%	9,3%
N - Activités de services administratifs et de soutien	13 950	10 730	24 680	7,6%	4,1%
O - Administration publique	25 150	25 290	50 440	13,8%	9,6%
P - Enseignement (privé)	2 960	2 450	5 410	1,6%	0,9%
Q - Santé humaine et action sociale	32 420	10 600	43 020	17,7%	4,0%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	1 000	1 440	2 440	0,5%	0,5%
S - Autres activités de services	4 650	2 000	6 650	2,5%	0,8%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	5 770	250	6 020	3,2%	0,1%
U - Activités extra-territoriales	530	280	810	0,3%	0,1%
Z - Non déterminé	1 130	1 390	2 520	0,6%	0,5%
Total	182 840	264 200	447 040	100,0%	100,0%

Tableau 5 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et l'âge (janvier 2020 - janvier 2021) – partie 1

	Recrutements						Fins de contrat					
	< 25 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	>=55 ans	Total	< 25 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	>=55 ans	Total
A - Agriculture, sylviculture et pêche	180	190	150	110	50	680	130	180	140	100	80	630
B - Industries extractives	0	20	10	0	0	30	0	10	10	0	10	30
C - Industrie manufacturière	960	1 720	1 280	700	250	4 910	670	1 780	1 460	920	1 000	5 830
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	40	110	60	20	0	230	20	50	40	20	30	160
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	30	100	80	40	20	270	20	70	50	40	40	220
F - Construction	2 470	4 020	3 730	2 800	960	13 980	1 630	3 400	3 230	2 610	1 610	12 480
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	4 540	4 700	2 810	1 790	610	14 450	3 770	4 600	2 950	2 110	1 420	14 850
H - Transports et entreposage	960	2 120	1 790	1 290	530	6 690	660	1 870	1 750	1 380	1 220	6 880
I - Hébergement et restauration	1 810	2 450	1 830	1 200	430	7 720	1 930	2 960	2 250	1 640	690	9 470
J - Information et communication	820	2 170	1 410	640	180	5 220	420	1 900	1 420	690	430	4 860
K - Activités financières et d'assurance	1 550	4 130	2 700	1 370	410	10 160	1 100	3 140	2 610	1 560	1 070	9 480
L - Activités immobilières	160	390	340	300	140	1 330	120	370	300	310	190	1 290
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	2 500	5 830	2 710	1 300	490	12 830	1 450	5 260	2 790	1 480	890	11 870
N - Activités de services administratifs et de soutien	2 240	3 400	2 660	1 880	580	10 760	1 850	3 120	2 540	1 830	820	10 160
O - Administration publique	3 220	3 600	1 880	910	380	9 990	2 250	2 050	1 130	620	1 240	7 290
P - Enseignement (privé)	410	750	350	200	60	1 770	290	520	310	180	100	1 400
Q - Santé humaine et action sociale	2 510	4 590	2 420	1 540	660	11 720	1 360	3 790	2 110	1 420	1 400	10 080
R - Arts, spectacles et activités récréatives	170	300	120	100	70	760	170	330	140	120	110	870
S - Autres activités de services	360	730	420	310	110	1 930	320	640	470	350	220	2 000
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	100	470	1 290	1 630	1 160	4 650	60	470	1 240	1 610	1 300	4 680
U - Activités extra-territoriales	10	50	80	50	20	210	0	30	60	40	40	170
Z - Non déterminé	130	580	610	540	230	2 090	90	340	370	480	250	1 530
Total	25 170	42 420	28 730	18 720	7 340	122 380	18 310	36 880	27 370	19 510	14 160	116 230

Tableau 5 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et l'âge (janvier 2020 - janvier 2021) – partie 2

	% du secteur dans les recrutements					% du secteur dans les fins de contrat				
	< 25 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	>=55 ans	< 25 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	>=55 ans
A - Agriculture, sylviculture et pêche	0,7%	0,4%	0,5%	0,6%	0,7%	0,7%	0,5%	0,5%	0,5%	0,6%
B - Industries extractives	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%
C - Industrie manufacturière	3,8%	4,1%	4,5%	3,7%	3,4%	3,7%	4,8%	5,3%	4,7%	7,1%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	0,2%	0,3%	0,2%	0,1%	0,0%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,2%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	0,1%	0,2%	0,3%	0,2%	0,3%	0,1%	0,2%	0,2%	0,2%	0,3%
F - Construction	9,8%	9,5%	13,0%	15,0%	13,1%	8,9%	9,2%	11,8%	13,4%	11,4%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	18,0%	11,1%	9,8%	9,6%	8,3%	20,6%	12,5%	10,8%	10,8%	10,0%
H - Transports et entreposage	3,8%	5,0%	6,2%	6,9%	7,2%	3,6%	5,1%	6,4%	7,1%	8,6%
I - Hébergement et restauration	7,2%	5,8%	6,4%	6,4%	5,9%	10,5%	8,0%	8,2%	8,4%	4,9%
J - Information et communication	3,3%	5,1%	4,9%	3,4%	2,5%	2,3%	5,2%	5,2%	3,5%	3,0%
K - Activités financières et d'assurance	6,2%	9,7%	9,4%	7,3%	5,6%	6,0%	8,5%	9,5%	8,0%	7,6%
L - Activités immobilières	0,6%	0,9%	1,2%	1,6%	1,9%	0,7%	1,0%	1,1%	1,6%	1,3%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	9,9%	13,7%	9,4%	6,9%	6,7%	7,9%	14,3%	10,2%	7,6%	6,3%
N - Activités de services administratifs et de soutien	8,9%	8,0%	9,3%	10,0%	7,9%	10,1%	8,5%	9,3%	9,4%	5,8%
O - Administration publique	12,8%	8,5%	6,5%	4,9%	5,2%	12,3%	5,6%	4,1%	3,2%	8,8%
P - Enseignement (privé)	1,6%	1,8%	1,2%	1,1%	0,8%	1,6%	1,4%	1,1%	0,9%	0,7%
Q - Santé humaine et action sociale	10,0%	10,8%	8,4%	8,2%	9,0%	7,4%	10,3%	7,7%	7,3%	9,9%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	0,7%	0,7%	0,4%	0,5%	1,0%	0,9%	0,9%	0,5%	0,6%	0,8%
S - Autres activités de services	1,4%	1,7%	1,5%	1,7%	1,5%	1,7%	1,7%	1,7%	1,8%	1,6%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	0,4%	1,1%	4,5%	8,7%	15,8%	0,3%	1,3%	4,5%	8,3%	9,2%
U - Activités extra-territoriales	0,0%	0,1%	0,3%	0,3%	0,3%	0,0%	0,1%	0,2%	0,2%	0,3%
Z - Non déterminé	0,5%	1,4%	2,1%	2,9%	3,1%	0,5%	0,9%	1,4%	2,5%	1,8%
Total	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Tableau 5 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et l'âge (janvier 2020 - janvier 2021) – partie 3

	% des recrutements dans le secteur					Total
	< 25 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	>=55 ans	
A - Agriculture, sylviculture et pêche	26,5%	27,9%	22,1%	16,2%	7,4%	100,0%
B - Industries extractives	0,0%	66,7%	33,3%	0,0%	0,0%	100,0%
C - Industrie manufacturière	19,6%	35,0%	26,1%	14,3%	5,1%	100,0%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	17,4%	47,8%	26,1%	8,7%	0,0%	100,0%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	11,1%	37,0%	29,6%	14,8%	7,4%	100,0%
F - Construction	17,7%	28,8%	26,7%	20,0%	6,9%	100,0%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	31,4%	32,5%	19,4%	12,4%	4,2%	100,0%
H - Transports et entreposage	14,3%	31,7%	26,8%	19,3%	7,9%	100,0%
I - Hébergement et restauration	23,4%	31,7%	23,7%	15,5%	5,6%	100,0%
J - Information et communication	15,7%	41,6%	27,0%	12,3%	3,4%	100,0%
K - Activités financières et d'assurance	15,3%	40,6%	26,6%	13,5%	4,0%	100,0%
L - Activités immobilières	12,0%	29,3%	25,6%	22,6%	10,5%	100,0%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	19,5%	45,4%	21,1%	10,1%	3,8%	100,0%
N - Activités de services administratifs et de soutien	20,8%	31,6%	24,7%	17,5%	5,4%	100,0%
O - Administration publique	32,2%	36,0%	18,8%	9,1%	3,8%	100,0%
P - Enseignement (privé)	23,2%	42,4%	19,8%	11,3%	3,4%	100,0%
Q - Santé humaine et action sociale	21,4%	39,2%	20,6%	13,1%	5,6%	100,0%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	22,4%	39,5%	15,8%	13,2%	9,2%	100,0%
S - Autres activités de services	18,7%	37,8%	21,8%	16,1%	5,7%	100,0%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	2,2%	10,1%	27,7%	35,1%	24,9%	100,0%
U - Activités extra-territoriales	4,8%	23,8%	38,1%	23,8%	9,5%	100,0%
Z - Non déterminé	6,2%	27,8%	29,2%	25,8%	11,0%	100,0%

Tableau 5 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et l'âge (janvier 2020 - janvier 2021) – partie 4

	Emplois salariés hors intérimaires en janvier 2021						% du secteur dans l'emploi salarié hors intérimaire en janvier 2021				
	< 25 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	>=55 ans	Total	< 25 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	>=55 ans
A - Agriculture, sylviculture et pêche	200	440	370	340	200	1 550	0,7%	0,4%	0,3%	0,3%	0,4%
B - Industries extractives	10	40	70	100	60	280	0,0%	0,0%	0,1%	0,1%	0,1%
C - Industrie manufacturière	1 460	6 930	9 030	9 690	4 190	31 300	5,4%	5,8%	7,1%	8,1%	7,9%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	110	490	500	450	160	1 710	0,4%	0,4%	0,4%	0,4%	0,3%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	70	420	500	580	290	1 860	0,3%	0,3%	0,4%	0,5%	0,5%
F - Construction	3 370	10 640	13 640	14 440	7 000	49 090	12,4%	8,9%	10,7%	12,1%	13,3%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	4 950	13 530	13 680	13 240	5 900	51 300	18,2%	11,3%	10,7%	11,1%	11,2%
H - Transports et entreposage	1 540	7 200	8 770	9 160	4 350	31 020	5,7%	6,0%	6,9%	7,7%	8,2%
I - Hébergement et restauration	1 890	5 360	5 480	4 770	1 960	19 460	6,9%	4,5%	4,3%	4,0%	3,7%
J - Information et communication	950	6 480	6 590	4 990	1 850	20 860	3,5%	5,4%	5,2%	4,2%	3,5%
K - Activités financières et d'assurance	1 270	12 200	16 050	15 000	5 350	49 870	4,7%	10,2%	12,6%	12,6%	10,1%
L - Activités immobilières	160	760	930	920	570	3 340	0,6%	0,6%	0,7%	0,8%	1,1%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	2 620	17 430	11 870	8 040	3 440	43 400	9,6%	14,5%	9,3%	6,7%	6,5%
N - Activités de services administratifs et de soutien	1 470	6 260	7 210	6 890	2 850	24 680	5,4%	5,2%	5,6%	5,8%	5,4%
O - Administration publique	2 700	13 610	15 290	13 090	5 750	50 440	9,9%	11,3%	12,0%	11,0%	10,9%
P - Enseignement (privé)	280	1 760	1 510	1 260	600	5 410	1,0%	1,5%	1,2%	1,1%	1,1%
Q - Santé humaine et action sociale	3 310	12 870	11 350	10 710	4 790	43 030	12,2%	10,7%	8,9%	9,0%	9,1%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	170	710	670	580	310	2 440	0,6%	0,6%	0,5%	0,5%	0,6%
S - Autres activités de services	550	1 910	1 760	1 600	830	6 650	2,0%	1,6%	1,4%	1,3%	1,6%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	70	490	1 450	2 300	1 710	6 020	0,3%	0,4%	1,1%	1,9%	3,2%
U - Activités extra-territoriales	0	100	230	300	180	810	0,0%	0,1%	0,2%	0,3%	0,3%
Z - Non déterminé	60	500	740	770	450	2 520	0,2%	0,4%	0,6%	0,6%	0,9%
Total	27 210	120 130	127 690	119 220	52 790	447 040	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Tableau 6 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité, la nationalité et la résidence (janvier 2020 - janvier 2021) – partie 1

	Recrutements				Fins de contrat			
	Frontaliers	Résidents luxembourgeois	Résidents étrangers	Total	Frontaliers	Résidents luxembourgeois	Résidents étrangers	Total
A - Agriculture, sylviculture et pêche	170	180	320	670	150	170	310	630
B - Industries extractives	20	0	10	30	20	0	10	30
C - Industrie manufacturière	3 220	430	1 270	4 920	3 500	770	1 560	5 830
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	90	90	50	230	40	100	20	160
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	130	80	50	260	100	60	50	210
F - Construction	7 750	1 200	5 030	13 980	6 710	1 270	4 500	12 480
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	7 920	2 940	3 590	14 450	7 820	3 410	3 620	14 850
H - Transports et entreposage	2 850	940	2 900	6 690	3 260	1 180	2 440	6 880
I - Hébergement et restauration	2 300	1 110	4 310	7 720	2 940	1 370	5 160	9 470
J - Information et communication	2 570	590	2 060	5 220	2 420	760	1 680	4 860
K - Activités financières et d'assurance	4 490	1 140	4 530	10 160	4 110	1 550	3 820	9 480
L - Activités immobilières	460	350	520	1 330	450	340	500	1 290
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	5 770	1 650	5 410	12 830	5 420	1 790	4 660	11 870
N - Activités de services administratifs et de soutien	4 930	1 180	4 640	10 750	4 520	1 220	4 410	10 150
O - Administration publique	650	8 140	1 210	10 000	360	6 170	770	7 300
P - Enseignement (privé)	430	510	830	1 770	340	450	620	1 410
Q - Santé humaine et action sociale	3 940	4 680	3 100	11 720	3 010	4 470	2 600	10 080
R - Arts, spectacles et activités récréatives	230	250	290	770	240	300	330	870
S - Autres activités de services	640	590	700	1 930	690	620	690	2 000
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	480	300	3 880	4 660	490	330	3 860	4 680
U - Activités extra-territoriales	60	30	120	210	50	20	100	170
Z - Non déterminé	460	470	1 150	2 080	230	460	840	1 530
Total	49 560	26 850	45 970	122 380	46 870	26 810	42 550	116 230

Tableau 6 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité, la nationalité et la résidence (janvier 2020 - janvier 2021) – partie 2

	% du secteur dans les recrutements			% du secteur dans les fins de contrat		
	Frontaliers	Résidents luxembourgeois	Résidents étrangers	Frontaliers	Résidents luxembourgeois	Résidents étrangers
A - Agriculture, sylviculture et pêche	0,3%	0,7%	0,7%	0,3%	0,6%	0,7%
B - Industries extractives	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
C - Industrie manufacturière	6,5%	1,6%	2,8%	7,5%	2,9%	2,8%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	0,2%	0,3%	0,1%	0,1%	0,4%	0,1%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	0,3%	0,3%	0,1%	0,2%	0,2%	0,1%
F - Construction	15,6%	4,5%	10,9%	14,3%	4,7%	10,9%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	16,0%	10,9%	7,8%	16,7%	12,7%	7,8%
H - Transports et entreposage	5,8%	3,5%	6,3%	7,0%	4,4%	6,3%
I - Hébergement et restauration	4,6%	4,1%	9,4%	6,3%	5,1%	9,4%
J - Information et communication	5,2%	2,2%	4,5%	5,2%	2,8%	4,5%
K - Activités financières et d'assurance	9,1%	4,2%	9,9%	8,8%	5,8%	9,9%
L - Activités immobilières	0,9%	1,3%	1,1%	1,0%	1,3%	1,1%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	11,6%	6,1%	11,8%	11,6%	6,7%	11,8%
N - Activités de services administratifs et de soutien	9,9%	4,4%	10,1%	9,6%	4,6%	10,1%
O - Administration publique	1,3%	30,3%	2,6%	0,8%	23,0%	2,6%
P - Enseignement (privé)	0,9%	1,9%	1,8%	0,7%	1,7%	1,8%
Q - Santé humaine et action sociale	7,9%	17,4%	6,7%	6,4%	16,7%	6,7%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	0,5%	0,9%	0,6%	0,5%	1,1%	0,6%
S - Autres activités de services	1,3%	2,2%	1,5%	1,5%	2,3%	1,5%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	1,0%	1,1%	8,4%	1,0%	1,2%	8,4%
U - Activités extra-territoriales	0,1%	0,1%	0,3%	0,1%	0,1%	0,3%
Z - Non déterminé	0,9%	1,8%	2,5%	0,5%	1,7%	2,5%
Total	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Tableau 6 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité, la nationalité et la résidence (janvier 2020 - janvier 2021) – partie 3

	% des recrutements dans le secteur			Total
	Frontaliers	Résidents luxembourgeois	Résidents étrangers	
A - Agriculture, sylviculture et pêche	25,4%	26,9%	47,8%	100,0%
B - Industries extractives	66,7%	0,0%	33,3%	100,0%
C - Industrie manufacturière	65,4%	8,7%	25,8%	100,0%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	39,1%	39,1%	21,7%	100,0%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	50,0%	30,8%	19,2%	100,0%
F - Construction	55,4%	8,6%	36,0%	100,0%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	54,8%	20,3%	24,8%	100,0%
H - Transports et entreposage	42,6%	14,1%	43,3%	100,0%
I - Hébergement et restauration	29,8%	14,4%	55,8%	100,0%
J - Information et communication	49,2%	11,3%	39,5%	100,0%
K - Activités financières et d'assurance	44,2%	11,2%	44,6%	100,0%
L - Activités immobilières	34,6%	26,3%	39,1%	100,0%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	45,0%	12,9%	42,2%	100,0%
N - Activités de services administratifs et de soutien	45,9%	11,0%	43,2%	100,0%
O - Administration publique	6,5%	81,4%	12,1%	100,0%
P - Enseignement	24,3%	28,8%	46,9%	100,0%
Q - Santé humaine et action sociale	33,6%	39,9%	26,5%	100,0%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	29,9%	32,5%	37,7%	100,0%
S - Autres activités de services	33,2%	30,6%	36,3%	100,0%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	10,3%	6,4%	83,3%	100,0%
U - Activités extra-territoriales	28,6%	14,3%	57,1%	100,0%
Z - Non déterminé	22,1%	22,6%	55,3%	100,0%

Tableau 6 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité, la nationalité et la résidence (janvier 2020 - janvier 2021) – partie 4

	Emplois salariés hors intérimaires en janvier 2021				% du secteur dans l'emploi salarié hors intérimaire en janvier 2021		
	Frontaliers	Résidents luxembourgeois	Résidents étrangers	Total	Frontaliers	Résidents luxembourgeois	Résidents étrangers
A - Agriculture, sylviculture et pêche	500	440	610	1 550	0,3%	0,4%	0,5%
B - Industries extractives	160	40	80	280	0,1%	0,0%	0,1%
C - Industrie manufacturière	21 430	3 940	5 930	31 300	10,7%	3,2%	4,7%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	470	1 040	200	1 710	0,2%	0,9%	0,2%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	890	730	250	1 870	0,4%	0,6%	0,2%
F - Construction	27 830	4 580	16 680	49 090	13,9%	3,8%	13,2%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	30 660	9 540	11 100	51 300	15,4%	7,9%	8,8%
H - Transports et entreposage	14 440	7 560	9 020	31 020	7,2%	6,2%	7,2%
I - Hébergement et restauration	7 430	2 170	9 860	19 460	3,7%	1,8%	7,8%
J - Information et communication	11 000	4 030	5 830	20 860	5,5%	3,3%	4,6%
K - Activités financières et d'assurance	23 700	9 250	16 920	49 870	11,9%	7,6%	13,4%
L - Activités immobilières	1 120	1 070	1 150	3 340	0,6%	0,9%	0,9%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	21 160	6 340	15 900	43 400	10,6%	5,2%	12,6%
N - Activités de services administratifs et de soutien	12 650	2 470	9 560	24 680	6,3%	2,0%	7,6%
O - Administration publique	3 220	43 740	3 480	50 440	1,6%	36,0%	2,8%
P - Enseignement (privé)	1 670	1 570	2 170	5 410	0,8%	1,3%	1,7%
Q - Santé humaine et action sociale	16 640	18 030	8 350	43 020	8,3%	14,9%	6,6%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	890	890	660	2 440	0,4%	0,7%	0,5%
S - Autres activités de services	2 260	2 430	1 960	6 650	1,1%	2,0%	1,6%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	810	680	4 530	6 020	0,4%	0,6%	3,6%
U - Activités extra-territoriales	260	130	420	810	0,1%	0,1%	0,3%
Z - Non déterminé	380	690	1 450	2 520	0,2%	0,6%	1,1%
Total	199 570	121 360	126 110	447 040	100,0%	100,0%	100,0%

Tableau 7 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le type de contrat (janvier 2020 - janvier 2021) – partie 1

	Recrutements					Fins de contrat					% du secteur dans les recrutements	
	CDD				Total	CDI	Total	CDD	CDI	Total	CDD	CDI
	<= 1 mois	2 - 6 mois	7 - 12 mois	> 12 mois								
A - Agriculture, sylviculture et pêche	70	100	50	0	220	450	670	170	460	630	0,6%	0,5%
B - Industries extractives	0	10	0	0	10	20	30	10	20	30	0,0%	0,0%
C - Industrie manufacturière	180	710	360	30	1 280	3 640	4 920	970	4 860	5 830	3,6%	4,2%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	0	10	20	0	30	200	230	10	150	160	0,1%	0,2%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	0	30	20	0	50	210	260	20	190	210	0,1%	0,2%
F - Construction	590	1 760	540	40	2 930	11 050	13 980	2 160	10 320	12 480	8,4%	12,7%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	1 050	3 520	790	110	5 470	8 980	14 450	4 590	10 260	14 850	15,6%	10,3%
H - Transports et entreposage	220	840	460	20	1 540	5 150	6 690	1 300	5 580	6 880	4,4%	5,9%
I - Hébergement et restauration	370	1 060	300	30	1 760	5 960	7 720	1 830	7 640	9 470	5,0%	6,8%
J - Information et communication	200	500	140	70	910	4 310	5 220	780	4 080	4 860	2,6%	4,9%
K - Activités financières et d'assurance	110	1 330	510	170	2 120	8 040	10 160	1 710	7 770	9 480	6,0%	9,2%
L - Activités immobilières	30	90	40	0	160	1 170	1 330	150	1 140	1 290	0,5%	1,3%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	310	1 490	360	170	2 330	10 500	12 830	1 990	9 880	11 870	6,6%	12,0%
N - Activités de services administratifs et de soutien	1 890	2 400	430	40	4 760	5 990	10 750	3 550	6 600	10 150	13,6%	6,9%
O - Administration publique	1 150	1 980	1 080	500	4 710	5 290	10 000	3 400	3 900	7 300	13,4%	6,1%
P - Enseignement (privé)	70	460	240	340	1 110	660	1 770	870	540	1 410	3,2%	0,8%
Q - Santé humaine et action sociale	500	2 730	1 030	290	4 550	7 170	11 720	3 310	6 770	10 080	13,0%	8,2%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	40	100	130	60	330	440	770	360	510	870	0,9%	0,5%
S - Autres activités de services	50	210	110	40	410	1 520	1 930	320	1 680	2 000	1,2%	1,7%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	10	30	0	0	40	4 620	4 660	40	4 640	4 680	0,1%	5,3%
U - Activités extra-territoriales	30	20	70	40	160	50	210	110	60	170	0,5%	0,1%
Z - Non déterminé	50	90	40	20	200	1 880	2 080	150	1 380	1 530	0,6%	2,2%
Total	6 920	19 470	6 720	1 970	35 080	87 300	122 380	27 800	88 430	116 230	100,0%	100,0%

Tableau 7 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le type de contrat (janvier 2020 - janvier 2021) – partie 2

	% des recrutements dans le secteur		Total
	CDD	CDI	
A - Agriculture, sylviculture et pêche	32,8%	67,2%	100,0%
B - Industries extractives	33,3%	66,7%	100,0%
C - Industrie manufacturière	26,0%	74,0%	100,0%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	13,0%	87,0%	100,0%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	19,2%	80,8%	100,0%
F - Construction	21,0%	79,0%	100,0%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	37,9%	62,1%	100,0%
H - Transports et entreposage	23,0%	77,0%	100,0%
I - Hébergement et restauration	22,8%	77,2%	100,0%
J - Information et communication	17,4%	82,6%	100,0%
K - Activités financières et d'assurance	20,9%	79,1%	100,0%
L - Activités immobilières	12,0%	88,0%	100,0%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	18,2%	81,8%	100,0%
N - Activités de services administratifs et de soutien	44,3%	55,7%	100,0%
O - Administration publique	47,1%	52,9%	100,0%
P - Enseignement (privé)	62,7%	37,3%	100,0%
Q - Santé humaine et action sociale	38,8%	61,2%	100,0%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	42,9%	57,1%	100,0%
S - Autres activités de services	21,2%	78,8%	100,0%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	0,9%	99,1%	100,0%
U - Activités extra-territoriales	76,2%	23,8%	100,0%
Z - Non déterminé	9,6%	90,4%	100,0%

Tableau 7 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le type de contrat (janvier 2020 - janvier 2021) – partie 3

	Emplois salariés hors intérimaires en janvier 2021			% du secteur dans l'emploi salarié hors intérimaire en janvier 2021	
	CDD	CDI	Total	CDD	CDI
A - Agriculture, sylviculture et pêche	90	1 460	1 550	0,4%	0,3%
B - Industries extractives	10	270	280	0,0%	0,1%
C - Industrie manufacturière	1 030	30 270	31 300	4,7%	7,1%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	20	1 690	1 710	0,1%	0,4%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	50	1 820	1 870	0,2%	0,4%
F - Construction	1 320	47 770	49 090	6,0%	11,2%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	3 070	48 230	51 300	14,0%	11,3%
H - Transports et entreposage	910	30 110	31 020	4,1%	7,1%
I - Hébergement et restauration	490	18 970	19 460	2,2%	4,5%
J - Information et communication	420	20 440	20 860	1,9%	4,8%
K - Activités financières et d'assurance	1 610	48 260	49 870	7,3%	11,4%
L - Activités immobilières	80	3 260	3 340	0,4%	0,8%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	1 580	41 820	43 400	7,2%	9,8%
N - Activités de services administratifs et de soutien	1 830	22 850	24 680	8,3%	5,4%
O - Administration publique	2 930	47 510	50 440	13,3%	11,2%
P - Enseignement (privé)	1 590	3 820	5 410	7,2%	0,9%
Q - Santé humaine et action sociale	4 060	38 960	43 020	18,5%	9,2%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	270	2 170	2 440	1,2%	0,5%
S - Autres activités de services	310	6 340	6 650	1,4%	1,5%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	10	6 010	6 020	0,0%	1,4%
U - Activités extra-territoriales	230	580	810	1,0%	0,1%
Z - Non déterminé	60	2 460	2 520	0,3%	0,6%
Total	21 970	425 070	447 040	100,0%	100,0%

Tableau 8 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et la rémunération au voisinage du salaire social minimum (janvier 2020 - janvier 2021) - partie 1

	Recrutements				% du secteur dans les recrutements		
	Au voisinage du SSM		Total	Supérieur au SSM	Total	Au voisinage du SSM	Supérieur au SSM
	SSM non qualifié	SSM qualifié					
A - Agriculture, sylviculture et pêche	320	80	400	270	670	1,1%	0,3%
B - Industries extractives	10	0	10	20	30	0,0%	0,0%
C - Industrie manufacturière	980	580	1 560	3 350	4 910	4,3%	3,9%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	10	10	20	220	240	0,1%	0,3%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	50	40	90	180	270	0,2%	0,2%
F - Construction	2 750	2 100	4 850	9 130	13 980	13,3%	10,6%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	5 380	1 640	7 020	7 430	14 450	19,3%	8,6%
H - Transports et entreposage	1 400	1 140	2 540	4 150	6 690	7,0%	4,8%
I - Hébergement et restauration	3 600	760	4 360	3 360	7 720	12,0%	3,9%
J - Information et communication	390	380	770	4 450	5 220	2,1%	5,2%
K - Activités financières et d'assurance	1 260	320	1 580	8 580	10 160	4,3%	10,0%
L - Activités immobilières	190	210	400	940	1 340	1,1%	1,1%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	1 320	950	2 270	10 560	12 830	6,2%	12,3%
N - Activités de services administratifs et de soutien	1 700	700	2 400	8 360	10 760	6,6%	9,7%
O - Administration publique	880	270	1 150	8 840	9 990	3,2%	10,3%
P - Enseignement (privé)	130	370	500	1 260	1 760	1,4%	1,5%
Q - Santé humaine et action sociale	2 440	1 010	3 450	8 270	11 720	9,5%	9,6%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	180	60	240	530	770	0,7%	0,6%
S - Autres activités de services	440	350	790	1 130	1 920	2,2%	1,3%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	580	250	830	3 830	4 660	2,3%	4,5%
U - Activités extra-territoriales	0	10	10	200	210	0,0%	0,2%
Z - Non déterminé	910	200	1 110	970	2 080	3,1%	1,1%
Total	24 920	11 430	36 350	86 030	122 380	100,0%	100,0%

Tableau 8 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et la rémunération au voisinage du salaire social minimum (janvier 2020 - janvier 2021) - partie 2

	% des recrutements dans le secteur		
	Au voisinage du SSM	Supérieur au SSM	Total
A - Agriculture, sylviculture et pêche	59,7%	40,3%	100,0%
B - Industries extractives	33,3%	66,7%	100,0%
C - Industrie manufacturière	31,8%	68,2%	100,0%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	8,3%	91,7%	100,0%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	33,3%	66,7%	100,0%
F - Construction	34,7%	65,3%	100,0%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	48,6%	51,4%	100,0%
H - Transports et entreposage	38,0%	62,0%	100,0%
I - Hébergement et restauration	56,5%	43,5%	100,0%
J - Information et communication	14,8%	85,2%	100,0%
K - Activités financières et d'assurance	15,6%	84,4%	100,0%
L - Activités immobilières	29,9%	70,1%	100,0%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	17,7%	82,3%	100,0%
N - Activités de services administratifs et de soutien	22,3%	77,7%	100,0%
O - Administration publique	11,5%	88,5%	100,0%
P - Enseignement (privé)	28,4%	71,6%	100,0%
Q - Santé humaine et action sociale	29,4%	70,6%	100,0%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	31,2%	68,8%	100,0%
S - Autres activités de services	41,1%	58,9%	100,0%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	17,8%	82,2%	100,0%
U - Activités extra-territoriales	4,8%	95,2%	100,0%
Z - Non déterminé	53,4%	46,6%	100,0%

Tableau 8 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et la rémunération au voisinage du salaire social minimum (janvier 2020 - janvier 2021) - partie 3

	Emplois salariés hors intérimaires en janvier 2021			% du secteur dans l'emploi salarié hors intérimaire en janvier 2021	
	Au voisinage du SSM	Supérieur au SSM	Total	Au voisinage du SSM	Supérieur au SSM
A - Agriculture, sylviculture et pêche	630	910	1 540	1,0%	0,2%
B - Industries extractives	20	260	280	0,0%	0,1%
C - Industrie manufacturière	4 440	26 860	31 300	6,7%	7,0%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	40	1 670	1 710	0,1%	0,4%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	290	1 580	1 870	0,4%	0,4%
F - Construction	9 300	39 780	49 080	14,1%	10,4%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	15 850	35 450	51 300	24,0%	9,3%
H - Transports et entreposage	5 960	25 060	31 020	9,0%	6,6%
I - Hébergement et restauration	6 500	12 960	19 460	9,8%	3,4%
J - Information et communication	1 200	19 660	20 860	1,8%	5,2%
K - Activités financières et d'assurance	1 140	48 730	49 870	1,7%	12,8%
L - Activités immobilières	660	2 680	3 340	1,0%	0,7%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	3 040	40 360	43 400	4,6%	10,6%
N - Activités de services administratifs et de soutien	3 950	20 730	24 680	6,0%	5,4%
O - Administration publique	1 250	49 190	50 440	1,9%	12,9%
P - Enseignement (privé)	390	5 020	5 410	0,6%	1,3%
Q - Santé humaine et action sociale	6 850	36 170	43 020	10,4%	9,5%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	300	2 140	2 440	0,5%	0,6%
S - Autres activités de services	1 750	4 900	6 650	2,7%	1,3%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	1 000	5 020	6 020	1,5%	1,3%
U - Activités extra-territoriales	10	800	810	0,0%	0,2%
Z - Non déterminé	1 460	1 070	2 530	2,2%	0,3%
Total	66 030	381 000	447 030	100,0%	100,0%